

rouge

hebdomadaire d'action communiste

coexistence pacifique?



la lutte contre la guerre
sans action révolutionnaire
est une phrase creuse et
mensongère (lénine)

n° 77 1 f 50

31 août 1970

la collaboration

« L'été 70 restera comme une pierre blanche dans l'histoire diplomatique » a déclaré Pompidou lors de sa conférence de presse au Fort de Bregançon. Nous ne le contredirons pas : ces derniers mois ont bien été ceux de la coexistence pacifique triomphante.

Sur deux « fronts », celui de l'Europe et celui du Moyen-Orient les bureaucrates en chef du Kremlin et les maîtres de l'impérialisme américain se sont entendus pour préparer le règlement de questions qui entravent la réalisation d'objectifs politiques ou économiques et ce, dans leur intérêt respectif bien compris.

Ces intérêts respectifs sont dans les deux cas tellement imbriqués qu'il faut parler d'intérêts parallèles, sinon communs.

C'est le cas au Moyen-Orient. Impérialistes et bureaucrates ont très vite compris les dangers que représentait pour eux le maintien de l'actuelle situation. L'Etat de guerre larvée, le maintien du « statu quo » en ce qui concerne les territoires occupés, l'absence totale de perspective pour les deux millions de réfugiés palestiniens, ne pouvaient que favoriser le développement de la résistance palestinienne et notamment de ses éléments les plus avancés. C'est avant tout pour tenter de stopper le développement de cette avant-garde révolutionnaire au Moyen-Orient que le plan Rogers a été rapidement élaboré dans le secret des ambassades de Moscou et de Washington.



Aucun des deux grands n'a en effet intérêt à voir l'équilibre des forces politiques et sociales se modifier radicalement au profit des masses populaires dans la région. L'un et l'autre y ont des intérêts stratégiques et économiques considérables : l'U.R.S.S. en Irak, en Syrie et surtout en Egypte ; les Etats-Unis dans tous les pays producteurs de pétrole de la région. La bureaucratie soviétique, de surcroît, vu les difficultés internationales et les problèmes auxquels elle est confrontée à l'intérieur même de l'U.R.S.S., ne peut se permettre de laisser se développer un pôle révolutionnaire sur lequel elle ne disposerait d'aucun contrôle réel, étant donné la dynamique même de ce mouvement et l'évolution du rapport de force international entre l'avant-garde révolutionnaire et les bureaucraties stalinienne.

En ce qui concerne le traité germano-soviétique les intérêts en jeu forment une trame bien plus complexe ; Soviétiques et Américains ont, sur le plan militaire, intérêt à dégarnir le « front » européen, les uns pour « garder » leur frontière avec la Chine, les autres pour étendre leurs opérations en Asie du Sud-Est ; mais dans ce cas précis il est évident que les intérêts économiques passent au premier plan ; le retard technologique de l'U.R.S.S., les goulots d'étranglement que connaît son économie sont reconnus par Brejnev lui-même. Face à cette situation dramatique les bureaucrates croient avoir trouvé un remède en « utilisant » capitaux et compétences occidentales. Ils espèrent ainsi retarder l'éclatement de crises graves qui pourraient mettre en question leur système, partant leurs privilèges. Le grand capital allemand, dont les productions sont très appréciées dans les pays de l'Est, était tout prêt à s'approprier cet immense marché potentiel. En Europe il était d'ailleurs sans concurrent et les Soviétiques n'avaient pas le choix : leur expérience d'accords économiques avec l'industrie française a été plutôt décevante vu les faiblesses et le manque de moyens de cette dernière.

Là encore, la convergence des intérêts est évidente. Bien sûr les Soviétiques ont obtenu de substantiels avantages formels, notamment en ce qui concerne la reconnaissance des frontières de 1945, mais on ne tardera pas à se rendre compte que les avantages qu'en retire l'économie allemande en contrepartie sont considérables.

En fait, c'est dans tous les secteurs que l'on assiste au développement de cette collaboration entre les bureaucrates et le grand capital inter-

national. Avec le Japon, par exemple, des négociations sont en cours depuis plusieurs mois pour faire participer les grands trusts nippons à l'industrialisation de la Sibérie.

Il s'agit là d'une dimension nouvelle de la coexistence pacifique.

« La coexistence pacifique, écrivait récemment un idéologue de Moscou, c'est reconnaître le fait que sur le globe peuvent exister simultanément des pays aux systèmes économiques et sociaux différents... Entre les uns et les autres doivent intervenir des rapports économiques pacifiques, des relations commerciales et culturelles permanentes et non des relations de guerre « froide » ou « chaude »... C'est reconnaître que la compétition culturelle et économique pacifique entre les deux systèmes sociaux permettra de résoudre la question de savoir quel est le système le plus progressif ! »

Nous savons ce qu'il faut penser de ces conceptions bureaucratiques qui font bon marché des aspirations populaires et des luttes révolutionnaires, conceptions qui ramènent la lutte de classe à la comparaison de statistiques économiques.

Aujourd'hui c'est encore d'autre chose dont il s'agit. A Yalta on se partageait des zones d'influences sur le dos du mouvement révolutionnaire ; au Moyen-Orient aussi on préserve en commun ses intérêts sur le dos de la résistance palestinienne. En plus, comme c'est évident dans le cas de l'Allemagne, on s'aide mutuellement à résoudre ses propres problèmes ; les difficultés de l'un ne pouvant pas ne pas poser de problèmes à l'autre, et inversement.

En fait si cette collaboration va s'accroissant ce n'est pas le résultat de la seule volonté des uns et des autres ; car, en dernière analyse, ce « modus vivendi », cette collaboration ne peut durer indéfiniment, les intérêts des uns et des autres étant, à long terme, par trop contradictoires ; c'est pour se prémunir et surtout lutter contre le développement des forces authentiquement révolutionnaires à l'échelle mondiale que les deux « grands » développent leurs rapports. Là où de telles forces existent, là où elles sont suffisamment puissantes, comme dans les pays d'Indochine, Moscou et Washington sont impuissants à imposer leur loi.

Le 28-8-70.

Je désire prendre contact avec la Ligue communiste (Section Française de la IV^e Internationale).

Nom
Adresse
Profession
Age
Lieu de travail

Toute correspondance « ROUGE » : B.P. 201 Paris-19^e

Rouge, hebdomadaire de la Ligue Communiste.

● Secrétariat de Rédaction

Jean-Pierre Beauvais
Maurice Buzard
Alain Krivine
Anna Libers
Serge Niémetz
Philippe Sabathé
Jean Paucton
Michel Thomas
C. Tillier
A. Pin
P. Fresnel

● Rédaction - Administration.

14, rue du Faubourg St-Denis, Paris X^e
Tél. LAF. 30-13 et LAF. 27-96

● Toute correspondance - Rouge - B.P. 201 Paris 19^e.

● Les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de l'organisation.

● Directeur de Publication : Charles Michaloux

● Diffusion N.M.P.P. - S.A.I.E. Mortané, N, Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

jean-jacques en aquitaine



L'élection législative de Bordeaux aurait dû être une simple opération de routine électorale. Sans doute, en voulant se faire réélire dans son fief d'Aquitaine dans le cadre d'une circonscription taillée sur mesure, le Premier Ministre vieil-t-il à redorer son blason auprès de ses pairs de la majorité. Peut-être tient-il également, en retrouvant un siège au Palais Bourbon à préserver ses arrières : les spécialistes des couloirs de l'Élysée disent que son poste est menacé ; mieux vaut — en cas de licenciement — être député-maire de Bordeaux que simple maire lorsqu'on est aussi préoccupé de sa carrière que l'est Monsieur Chaban-Delmas.

Rien dans tout cela qui fasse de cette élection un événement d'importance nationale. D'ailleurs, à l'annonce de la candidature du Premier Ministre les partis de l'opposition n'ont guère réagi. Leurs dirigeants étaient en vacances et nul ne s'est senti obligé de réagir... sauf le parti communiste dont l'appareil, bien rodé en matière électorale, était prêt. Son secrétaire fédéral local, François Rivière, a été le premier à faire acte de candidature.

ALORS... J.-J. S.-S. EST ARRIVÉ...

A peine débarqué des U.S.A. où il venait d'apprendre que là-bas il n'y a pas de vacances pour les politiciens (voir l'interview donnée à « L'Express » à son retour), il se lance à l'assaut de la deuxième circonscription bordelaise.

Après le congrès du parti radical, le retour de Théodorakis, l'élection de Nancy, le « député de Lorraine » trouvait une nouvelle occasion de faire parler de lui... C'est ainsi, du moins que, dans un premier temps les « observateurs politiques » ont interprété la chose.

Faisons l'honneur à J.-J. S.-S. — une fois n'est pas coutume — de penser qu'en lançant son pavé dans la mare il n'a pas manqué d'habileté.

Nous laisserons de côté le plan publicitaire. Il est admis une fois pour toutes — et par tous — que, candidat à un « destin national », fortuné, ambitieux au point de commettre les pires bêtises, et de surcroît mégalomane — amusant aujourd'hui mais qui pourrait devenir inquiétant — Jean-Jacques recherche par tous les moyens dont il dispose — et ils sont nombreux — la publicité. Pour ce faire, être photographié sous le meilleur angle à ski, au volant de la dernière voiture en vogue autour du Drugstore Saint-Germain, dangereusement (!) accoudé en haut d'un gratte-ciel newyorkais, en survêtement de sport blanc ou bleu selon les jours, avec ses « amis » Ford ou Rockefeller, ne suffit pas. Il faut agir... faire savoir que l'on agit. A n'en pas douter l'opération Bordeaux répond, entre autres, à ce besoin. Mais, au delà de ce qui est le quotidien de l'ancien directeur de « L'Express » cette nouvelle opération est, à bien des égards, capitale dans la stratégie du « simili-Kennedy » français.

PAS DE SECOND NANCY

Les objectifs fondamentaux de Schreiber sont bien connus : Accéder au pouvoir pour faire la politique du grand capital international sans restriction aucune. Les grands industriels d'outre-Atlantique — et plus récemment d'outre-Rhin — sont ses amis. Il ne s'en cache pas, bien au contraire. Leurs méthodes, leurs buts sont les siens. Il veut faire de la France une zone privilégiée pour ces investisseurs potentiels. D'où ses attaques contre tous les « anachronismes » dans la vie économique, politique et administrative : il faut, selon lui, réaliser la « rentabilisation capitaliste » de la société française. Le reste n'est que

démagogie de circonstance pour mieux atteindre le but fixé, ainsi son soudain amour pour la Lorraine...

Ses objectifs sont, à quelques nuances près, ceux du gouvernement gaulliste. Mais, tandis que Pompidou et Chaban-Delmas doivent compter avec les partisans de la continuité (grandeur nationale — politique d'indépendance) sous peine de voir éclater l'actuelle majorité, lui ne connaît pas d'entraves.

Cependant son intérêt essentiel aux yeux des monopoles internationaux n'est pas dans cette subtile différence. Pour avoir quelques chances d'atteindre ses objectifs, le grand capital doit, sinon gagner à sa cause, du moins neutraliser une bonne part de la petite bourgeoisie et une fraction non négligeable de la classe ouvrière. Les gaullistes s'y sont essayés avec le succès que l'on sait... « Participation », « Nouvelle Société » sont vite tombés dans l'oubli.

La mission de Schreiber est de se rallier ces couches jusqu'alors récalcitrantes ; dans une certaine mesure, et par rapport aux gaullistes, il ne manque pas d'atouts. D'abord, il est pour l'instant dans l'opposition ; toutes les démagogies lui sont possibles. Ensuite, il reste pour beaucoup un homme de « gauche », chaud partisan de Mendès-France et opposant à la guerre d'Algérie. Enfin son style, ses méthodes impressionnent une fraction importante de la petite bourgeoisie, surtout du côté des « jeunes cadres »...

En bref, pour rassembler derrière lui ce qu'il appelle « le grand courant des réformateurs » il lui faut d'un côté combattre (pour les gagner plus tard ?) ceux qui sont le plus proche de lui parmi les gaullistes et dont le chef de file est précisément Chaban-Delmas ; de l'autre briser ce qui reste de l'influence des organisations de la gauche non-communiste.

En ce sens une situation comme celle dont il a bénéficié à Nancy (homme providentiel au dessus des partis jouissant de la complicité plus ou moins avouée de certaines fractions de la majorité) ne peut plus se reproduire. La véritable bataille est engagée. L'élection de Bordeaux en est la première étape.

L'OPERATION BORDELAISE

Envisager de battre Chaban dans son fief apparaissait il y a quelques semaines une gageure. J.-J.S.S. a pensé que s'en prendre à cette citadelle était une chance idéale qui s'offrait à lui. D'une part, elle lui permet de combattre le Premier ministre, mais surtout le chef de file des « réformateurs » gaullistes ; d'autre part, dans la foulée de sa récente victoire, elle lui donne la possibilité de s'attaquer aux organisations dites de la gauche non communiste, à peine relevées de leur écrasement à Nancy (cf. les 2 % du P.S.), au moment où elles s'y attendent le moins.

Celles-ci ont vite pris conscience du danger et, renouant avec leurs vieilles traditions, ont commencé le chassé-croisé des désignations de candidats à l'investiture possibles. A l'heure où nous écrivons l'imbroglio reste total. Pour tenter de faire contrepoids à l'action spectaculaire du « député de Lorraine », le Parti Socialiste a proposé Savary comme candidat éventuel ; c'était là, semble-t-il un bien mauvais service à lui rendre, car si comme il est probable, Schreiber maintient ses positions et présente « son » candidat, le secrétaire national du P.S. aura à choisir entre une défaite électorale cuisante ou l'effacement devant un candidat de la grande bourgeoisie (le nom de Riboud, P.-D. G. de Schlumberger n'a-t-il pas été avancé ?).

Les conventionnels quant à eux jouent un rôle assez effacé. Certes, leur prétendant candidat a bien mis

Chaban en ballotage il y a quelques années..., mais sur le plan national, ce sont les premières victimes de J.-J.S.S. Ils sont divisés, partagés entre l'« admiration hostile » et le soutien inconditionnel, prôné notamment par Henu, dont on dit qu'il est l'un des huit personnages que le prestigiateur de Nancy est prêt à sortir de sa poche.

Quelle que soit l'issue de cet imbroglio, Schreiber a déjà remporté plusieurs victoires à Bordeaux : sur le plan publicitaire et de l'audience nationale cela ne fait aucun doute ; vis-à-vis de Chaban non plus, il lui a ravi la vedette lors de sa conférence de presse et l'a mis dans l'embarras dans l'affaire Ford ; il s'agit d'ailleurs là d'un élément plus significatif qu'il n'apparaît à première vue ; bien sûr, un petit voile est levé sur le comportement de la majorité (si nationale !) lorsqu'il s'agit d'utiliser les capitaux étrangers à des fins électorales ; mais plus fondamentalement Schreiber les a amenés à une position défensive sur un terrain qui lui est cher ; osera-t-il maintenant lui reprocher ses multiples amitiés dans le monde du grand capital international et la participation de banquiers proches de la social-démocratie allemande comme Abs dans ses opérations, en Lorraine ou ailleurs ?

Il s'agit là d'une transformation importante des mœurs de la bourgeoisie française, à laquelle J.-J.S.S. n'est pas étranger. Il y a seulement quelques années on cachait de tels liens ; aujourd'hui on les exhibe, faisant de M. Henry Ford un arbitre dont chacun sollicite les télégrammes.

Vis-à-vis des formations de la gauche non communiste, il a de toute façon remporté d'ores et déjà une victoire en mettant en lumière leurs divisions, leurs contradictions, leurs incohérences et leurs faiblesses. Sa personne est désormais le point de clivage essentiel dans ces organisations ; le score n'est pas mauvais, alors que le nom de son candidat éventuel n'est pas encore connu...

L'ATTITUDE DES REVOLUTIONNAIRES

Les difficultés des barons du régime ne nous sont pas indifférentes. Après le cuisant échec de Nancy, les difficultés du Premier ministre à Bordeaux, il est clair que l'actuelle majorité a de plus en plus de mal à apparaître comme ce rempart de stabilité à l'abri duquel, la France, celle des affaires, allait prospérer et se relever de ses cauchemars de Mai 68.

Mais parallèlement, chaque victoire de Schreiber est aussi une victoire du grand capital et de la bourgeoisie française. De plus, toutes ces péripéties contribuent à masquer les vrais problèmes aux yeux de nombre de travailleurs victimes de l'éducation électoraliste entretenue par le P.C.F. L'électoralisme et le parlementarisme y redorent quelque peu leur blason.

Face à la mascarade électorale de Bordeaux, et sans se faire aucune illusion sur les luttes électorales, LUTTE OUVRIERE et la LIGUE COMMUNISTE ont décidé de présenter une candidature qui défendra un programme socialiste et révolutionnaire, seul conforme aux intérêts des travailleurs, une conception du socialisme qui n'a rien à voir avec ce qui se passe à Prague, et qui dénoncera toutes les solutions bourgeoises, réformistes ou non.

Le 28 août 1970,
Jean-Pierre BEAUVAIS.

souscription pour le local de la ligue communiste

Une organisation révolutionnaire qui se développe ne peut vivre sans un local central. De même, un journal hebdomadaire ne peut être fait sans un minimum de locaux pour la rédaction, l'administration, la maquette, les archives, etc.

Les locaux dont nous disposons aujourd'hui ne correspondent plus aux besoins de notre organisation et de sa presse. Eparpillés, exigus, ils ne permettent plus aux militants d'accomplir leurs tâches. Fonctionnant quasiment 20 h sur 24, notre local-ronéo ne peut plus sortir à temps les multiples feuilles d'entreprises, tracts, bulletins, circulaires dont le nombre va sans cesse croissant ; il arrive également que deux commissions ou deux groupes de travail soient obligés de se réunir dans la même salle.

Quant aux conditions de travail du secrétariat de rédaction, nous épargnerons à nos lecteurs la description de ce capharnaüm permanent ; bien des imperfections du journal sont là pour en témoigner.

Nous avons donc décidé de nous installer dans un grand local central à plusieurs étages.

Que nos lecteurs se rassurent : nous ne comptons pas faire appel à un grand architecte pour nous bâtir une tour d'ivoire et de verre à grilles escamotables. Les tapis rouges et les moquettes n'entrent pas dans nos préoccupations, et les w.c. en or massif dont parlait Lénine ne pourraient nous intéresser que dans la mesure où l'or permet d'acquiescer beaucoup de choses...

Nous n'avons aucun or, et pas beaucoup plus d'argent. Non seulement le ministère de l'Intérieur n'arrose pas les gauchistes de ses deniers, mais les nombreuses amendes qui pleuvent sur nos activités prouveraient plutôt qu'il nous frappe régulièrement en un endroit douloureux de notre organisation politique : la caisse.

Avoir un immeuble signifie, dans notre situation, le louer, c'est-à-dire payer d'entrée pour l'avoir, un bail considérablement élevé. Nos recherches nous ont montré qu'un minimum de VINGT MILLIONS D'ANCIENS FRANCS est nécessaire.

MILITANTS, SYMPATHISANTS

Il n'est pas question pour nous de vider les caisses de l'organisation dans l'acquisition d'un immeuble de prestige. Notre travail politique doit pouvoir se poursuivre sans entrave : PARTICIPEZ A LA SOUSCRIPTION NATIONALE POUR LE LOCAL DE LA LIGUE COMMUNISTE.

Pas un contact, pas une distribution, pas une vente ne doivent être faits sans appel à la souscription.

Pas un sympathisant susceptible de nous aider ne doit être oublié.

COTISEZ, FAITES COTISER AUTOUR DE VOUS.

(envoi de l'argent à « ROUGE », C.C.P. 25.043-38 Paris, mention « souscription local »).

la nouvelle "année sociale"



Chacun sait que l'année véritable ne commence pas en janvier, mais en septembre. C'est la rentrée des mauvaises surprises. La rentrée des hausses. C'est ce que les patrons appellent les mois des rendez-vous sociaux, parce que c'est aussi là que se règlent certains comptes depuis longtemps en souffrance... Pendant la période des vacances, ils tentent généralement de serrer la ceinture de plusieurs crans, à la rentrée ça tient ce que ça peut... parfois ça saute...

L'année dernière, la grève des rouliers avait marqué le coup. Une grève-bouchon d'envergure nationale.

Mai 68, le diable et son train, des tas de mauvais souvenirs pour les puissants, remontaient à la surface. La véritable année, l'année des luttes, en avait été marquée. Et cette année-ci ?

POUR LE POUVOIR, DES DIFFICULTES ACCRUES

Le président des P.D.G., Pompidou, en savates dans son fort de Brégançon, affiche un optimisme de commande, qui ne correspond guère à la réalité. L'important, justement, l'essentiel, ce dont il ne parle pas, c'est le dossier des contradictions insolubles du capitalisme français.

Les journaux économiques le répètent à satiété : « Les entreprises françaises n'ont pas encore atteint la taille critique. » C'est-à-dire la taille qui leur permettrait de manger, et de n'être plus mangées...

On raconte qu'en réalité le contrôle de Fiat sur Citroën devient bel et bien une réalité, malgré la façade de parité que le gouvernement a voulu donner aux accords officiels...

En ce qui concerne Bull et Honeywell, les choses sont encore plus claires...

Si, dans l'Etat capitaliste actuel le rôle primordial de la puissance publique est de renforcer les atouts d'une certaine industrie française dans un environnement international de haute compétition (« selon « Usine Nouvelle »), cette puissance publique doit se rendre compte qu'il existe certaines difficultés. Il est plus que probable que, dans ce domaine, la « puissance publique » ne connaîtra que des échecs.

D'autant qu'il leur reste des épines dans le pied, aux responsables de la « puissance publique ». La rentrée va faire éclater le problème scolaire. Pompidou et ses ministres ont déjà bien pris soin, durant le mois d'août, de se décharger de tout ce qui pourrait arriver sur les professeurs et le personnel administratif. Comme s'il ne s'agissait pas avant tout d'une question de crédits !

Les recteurs ont promis une rentrée catastrophique. Comme ils n'avaient rien dit les années dernières et que c'était déjà plus que catastrophique, cette fois, ça va être apocalyptique...

Raymond Cartier s'émeut : « L'été n'a pas été chaud, mais l'automne risque de l'être », de par la faute du pouvoir. Le recteur Las Vergnas décline, dès la première semaine d'août, toute responsabilité sur les troubles qui pourraient éclater à la rentrée ; il est prévoyant...

Les paysans vont faire parler d'eux aussi. Continuant à payer le prix de l'intégration au Marché européen, sans contrepartie, sans autre issue pour les plus petits que d'être précipités sur le marché du travail industriel à titre de main-d'œuvre non qualifiée, ils risquent fort de ne plus voter U.D.R. Ils risquent fort de le faire savoir un peu violemment, rejoints en cela par d'autres couches de la petite bourgeoisie, les petits commerçants en tête...

Dans ce climat, la surenchère politique des candidats bourgeois au pouvoir sera chose facile. Il peut se créer une opposition un peu plus dangereuse pour l'équipe Pompidou que l'actuel Schreiber.

POUR LA CLASSE OUVRIERE : UNE ANNEE DE LUTTES

L'année dernière a levé les hypothèques. Elle a été l'année de l'échec des manœuvres gouvernementales et patronales en ce qui concerne l'intégration, la participation, tout le bric à brac de contrats, de l'intéressement, de l'association capital-travail. Maintenant, le combat se

fera à découvert : aucune « récupération » gouvernementale des conflits ne paraît possible : elle ne sera pas prise au sérieux.

Et les doléances sont innombrables. Il n'y a pas une corporation où les organisations syndicales n'aient pas un cahier de revendications bien rempli pour la rentrée. Dans de nombreux secteurs, ce ne sont pas seulement des revendications qui sont en réserve ; ce sont des luttes qui doivent se déclencher immédiatement à la rentrée.

Les gros profits des derniers mois du printemps 70 doivent se payer.

Luttes partielles, luttes d'ensemble ? Bien malin qui pourrait le dire aujourd'hui. Mais le mûrissement politique de la classe ouvrière, la compréhension plus étendue des événements de 68, cette maturation qu'on a constatée lors des luttes de l'année dernière porteront leurs fruits.

UNE ANNEE DE CLARIFICATION POLITIQUE

L'année dernière a déjà largement contribué à dégager des évolutions, à préciser des tendances. Comme l'avant-garde ouvrière fait de plus en plus l'expérience d'elle-même, il en va de même de l'avant-garde politique.

Il est probable que l'année prochaine marquera la fin du gauchisme, au sens léniniste du terme, de maladie infantile. Au fur et à mesure justement que l'expérience de Mai est mieux comprise, l'avant-garde ouvrière se mêle de ceux qui n'ont à proposer, pour maintenant, que la pure et simple répétition incantatoire des gestes de Mai 68.

Seuls, ceux qui auront compris les rythmes, les modalités, les implications politiques et pratiques d'un travail de masse survivront en tant qu'organisation politique, et cela, même si des luttes d'envergure se développent.

Les clivages ne pourront que s'accroître entre les organisations pour lesquelles l'intervention dans les luttes est inséparable de la problématique de la construction du parti, et ceux qui, en dépit des évidences, persisteront à faire abstraitement appel à la spontanéité des masses.

L'enjeu, pour cette année, est de trouver des points d'insertions réels dans les luttes. Il n'y a plus de parallélisme possible entre les combats que mène la classe ouvrière sur ses lieux de travail, et les actions que mèneraient des « révolutionnaires » sans aucun appui de masse, ni étudiant, ni ouvrier.

L'enjeu de l'année, c'est la jonction, le début de la fusion entre l'avant-garde politique et l'avant-garde ouvrière. L'exploitation des contradictions de la bourgeoisie ne peut se faire qu'à ce prix, parce que la crise n'apparaît pas aussi ouverte qu'en d'autres temps, et que l'heure est au travail de propagande, de construction.

Les débats nécessaires sur la construction du parti révolutionnaire trouveront justement un terrain favorable si les discussions qui ont cours avec « Lutte Ouvrière » aboutissent dans ce contexte, la problématique de la construction du parti pourra prendre un sens tout à fait concret, et immédiat.

POUR LA LIGUE COMMUNISTE, UNE ANNEE DE COMBAT

Il faut consolider et poursuivre le travail d'un an, vérifier les tentatives, juger les essais. La recherche de la seule voie possible de passage au socialisme passe aujourd'hui par la prise en charge des revendications ouvrières, par l'animation et la coordination des luttes, là où c'est possible. Nous serons reconnus là où nous saurons proposer aux travailleurs les solutions qui correspondent à leurs besoins, sur le plan syndical comme sur le plan politique.

C'est pourquoi cette année sera consacrée par la Ligue à l'élaboration de son programme au travers de la conférence nationale de rentrée et du congrès de printemps, mais avant tout, au travers de l'expérience des luttes qui auront lieu.

M. BUZARD.

pointes rouges

● france

MARCELLIN - LA DROGUE

La boîte à diable de la drogue joue, depuis 1968, un grand rôle dans la propagande contre-révolutionnaire de M. Marcellin qui n'a jamais manqué de mettre en vedettes quelques malheureux gauchistes « consommateurs » de marijuana, voire de cocaïne. Mais qui sont les fournisseurs ? La main provocatrice de la police avait bien été aperçue de temps à autre ; on n'avait pu la prendre dans le SAC. Mais voici que le « Canard Enchaîné » des 5 et 16 août découvre le pot aux roses : le S.A.C., les nervis du régime, encore eux, voilà les trafiquants ! Protégés par des politiciens, et, de ce fait, non inquiétés par la police française, ils étaient intouchables, à tel point que cela a fini par fâcher les services anti-drogues américains, jusqu'à « altérer les relations diplomatiques entre les deux pays », ce qui serait la principale cause de la convocation de Marcellin aux U.S.A. pour en finir avec ce problème.

Le 8 août, un trafiquant de drogue, Serge Constant, arrêté peu avant, a reconnu avoir transporté de la drogue entre la France et New York, au moins deux fois, et a déclaré : « J'ignorais que je convoyais de la drogue. On m'avait dit que je transportais des documents secrets du Service d'action civique, qu'il fallait mettre en lieu sûr. »

Désormais, nous espérons que M. Marcellin n'embêtera plus le monde avec les quelques paumés qui fument, prisent ou s'injectent des saloperies... ou alors nous le renverrons à ses amis, les fournisseurs.

SERVICE NATIONAL OU FUNEBRE ?

Depuis les vacances et la Réforme du service militaire devenu service national (cette réforme si démocratique que tout meeting et toute propagande sur l'armée ont été interdits en France...), six soldats sont morts en manœuvres dans différentes casernes du pays. Du moins la presse en annonce-t-elle six, ce qui signifie beaucoup plus.

Pour avoir dit que l'armée brime et abrute la jeunesse, nos camarades Hervé, Devaux et Trouilleux sont allés moisir en forteresse militaire. Aujourd'hui les brimades, sous formes de manœuvres forcées, conduisent à la mort de jeunes appelés. Les officiers responsables de ces « accidents » ne vont pas en forteresse, leurs noms ne sont pas connus du public, la justice bourgeoise les ignore. En parler d'abondance conduirait même à être attaqué pour « atteinte au moral de l'armée ». Quel moral ? Quelle armée ? La peur de la vérité est un signe de faiblesse, et le gouvernement français est bien faible...

LES NAZIS EN APPELLENT AU POUVOIR

Dans le numéro 64 de « Rouge », sous le titre « Le pouvoir protège les nazis », nous écrivions :

« ... Les fascistes d'Ordre Nouveau ont tenu le 13 mai un meeting à la Mutualité. Les émules de Hitler y firent l'apologie du meurtre, du racisme, de la violence : dénonciation de la juiverie internationale... »

« Ordre Nouveau » s'estime diffamé par ces trois lignes et porte plainte auprès du gouvernement. Pour un terme précis ou pour la totalité de notre compte rendu ? Nous n'en savons rien. Mais nous ne retirons strictement RIEN de ce que nous écrivions alors.

Et s'il est vrai que trois autres journaux (l'Humanité, Hara Kiri, Lutte Ouvrière) ont « offensé » les nostalgiques de la Croix Gammée, nous proposons publiquement à leurs directeurs d'assurer, pour le procès, une défense commune.

● internationale

QUI FRAPPE PAR L'EPEE...

On savait que saint Kennedy, le vrai démocrate, le pur qui n'aurait pas permis « ça », avant de tomber sous les balles d'on ne sait quelle conjuration où trempait le F.B.I. et où la justice américaine a énergiquement refusé de mettre son nez, avait fait assassiner Ngô Dinh Diem. Comme Diem était une pourriture, cela ne ternissait pas tellement l'auréole du saint, vue du côté gauche. Mais voici que l'on apprend que l'ancien sénateur de Floride, George Smathers, a déclaré en 1964, dans une interview enregistrée, maintenant déposée à la bibliothèque Kennedy, que feu le grand Président avait envisagé à plusieurs reprises pendant sa campagne électorale de faire assassiner Fidel Castro. Plus tard, l'homme de la baie des Cochons ne voulut plus entendre parler de ce projet. Mais, enfin, ce n'était pas pour des raisons morales !

Voilà qui devrait faire réfléchir les quêteurs de sauveur suprême. Sans compter qu'il nous en vient comme une idée de ce qui doit mijoter dans la tête d'un Nixon.

POURQUOI MARCHE-T-ON SUR LA LUNE ?

Pour ceux qui croient que les exploits sportifs ou scientifiques n'ont rien à voir avec la politique, soulignons la décision de Nixon de faire de l'astronaute Frank Borman le pèlerin chargé d'obtenir « que les prisonniers de guerre du Vietnam soient traités conformément aux normes définies par la convention de Genève », ce qu'il faut lire : « obtenir une amélioration du sort des aviateurs américains descendus alors qu'ils bombardaient le Vietnam du Nord. » Personne n'a jamais prétendu que ces assassins étaient mal traités. Borman va tout de même tenter d'apitoyer sur leur sort les chancelleries d'Union soviétique, de Pologne, de Suède, de France, de Suisse, d'Inde et du Japon. Mais ce n'est pas là que l'on peut obtenir que les prisonniers vietnamiens soient traités conformément aux normes de la convention de Genève ; à défaut de Poulo-Condore, où on construit des nouvelles cages, mieux protégées des regards indiscrets, c'est à Saïgon que tous les astronautes ne seraient pas de trop pour humaniser le régime Thieu.

licenciement politique à l'h.p. de sotteville-les-rouen

Ainsi que nous l'annonçons fin juin, l'administration et le médecin-chef chargé de la direction technique des cours de formation professionnelle semblaient reculer face à la mobilisation du personnel de l'H.P. quant à la répression d'un stagiaire. « Semblaient » seulement : cette mobilisation, cette riposte s'étaient faites en dehors des organisations syndicales (C.G.T., C.F.D.T.) qui avaient brillé par leur inactivité.

L'administration gagnait du temps pour mieux frapper dans une phase de démobilisation, dans une période où la défense serait plus difficile à organiser : pendant les mois de vacances.

— Le 3 juillet : Dervaux est suspendu de ses fonctions de stagiaire-infirmier.

— Le 19 août : il passe en conseil de discipline qui prend la décision de le licencier.

Malgré les vacances, la campagne de défense de Dervaux s'est poursuivie sans relâche.

1° Dans la région rouennaise et à l'H.P. de Sotteville :

— par la cellule H.P. de la Ligue Communiste et le groupe « Lutte continue » H.P. : par tracts et par deux dossiers ; l'un démontant les divers points de l'argumentation du médecin-chef et de l'administration, le « contre-dossier de l'affaire Dervaux » ; l'autre expliquant l'attitude de l'administration, des syndicats et de la Ligue Communiste depuis le 9 juin, « dossier chronologique des événements » ;

— par une pétition réclamant une assemblée générale intersyndicale afin d'organiser la riposte de masse capable de faire reculer l'administration. Cette pétition fut signée par 250 travailleurs de l'H.P. (voir « Rouge » précédents) ;

— par le Comité d'initiative pour le Secours Rouge qui — par communiqués de presse et tracts — apporta son soutien politique à Dervaux face à la répression administrative ;

— par la présence d'un avocat qui assumait la défense juridico-politique du stagiaire lors du conseil de discipline.

2° A l'échelon national :

— par un groupe de psychiatres et psychanalystes qui dans une lettre — actuellement signée par vingt d'entre eux, en pléines vacances — dénonce « l'utilisation du savoir psychiatrique comme instrument de répression politico-administrative » et s'inquiète de l'emploi de telles méthodes qui sévissent dans les pays les plus policiers ;

— par le soutien de sections syndicales C.F.D.T. (H.P. Pitié Salpêtrière de Paris, H.P. Edouard Toulouse de Marseille) ;

— par le fonctionnement du secteur Santé de la L.C. Les cellules intervenant sur les hôpitaux dénoncèrent devant les travailleurs hospitaliers la suspension de Dervaux pour raisons politiques.

Malgré toute cette campagne, malgré l'information quasi-incessante, malgré l'appel sans relâche à la C.G.T. et à la C.F.D.T. pour une A.G. intersyndicale, les syndicats sont restés inactifs face à cette répression administrative et face au précédent maintenant créé par le licenciement de Dervaux.

Le déroulement du conseil de discipline a révélé le rapport de forces réel qui s'était instauré face à l'administration :

Si l'avocat put démolir sans que rien ne résiste la pseudo-argumentation du directeur et du médecin-chef qui fut même obligé de se rétracter sur plusieurs points,

Si les témoignages du psychiatre, du psychanalyste et de l'infirmier de Clermont démontrèrent la fausseté des prétextes invoqués visant à un seul motif : licencier un travailleur combattif et faire un exemple. L'absence d'une mobilisation massive du personnel que seuls les syndicats pouvaient réaliser, fut le facteur décisif qui joua en faveur de l'administration.

La lettre des psychiatres produisit un grand effet mais ne pouvait avoir un poids important que dans un contexte différent.

Le mutisme des directions syndicales pendant deux mois se payait cher le 19 août : la direction savait qu'elle frappait un travailleur défendu par l'extrême-gauche et le Secours Rouge (qui n'est pas encore une organisation de masse capable de réaliser des mobilisations importantes) mais abandonné par les directions syndicales. Les interventions des deux représentants du personnel (le secrétaire C.G.T. et une syndiquée C.G.T.) défendant Dervaux ne pouvait pas remplacer la mobilisation du personnel.

Un autre atout pour la direction fut le témoignage traître et quasiment patronal du répétiteur de cours, « militant » du conseil syndical C.G.T. membre du P.C.F. ; témoignage éclairant pour la direction car il révélait la situation contradictoire de la fraction P.C.F. dans la C.G.T. : défendre un travailleur dénoncé par un de ses membres et se rallier aux propositions des révolutionnaires, ou préférer se taire et abandonner Dervaux aux coups de la répression.

Aujourd'hui, Dervaux est licencié, mais la campagne ne s'arrête pas là : faire réintégrer Dervaux, lutter contre ce précédent, est absolument indispensable. Les syndicats doivent être l'instrument de cette lutte, et l'A.G. intersyndicale exigée depuis deux mois et demi par les révolutionnaires doit avoir lieu.

Il s'agira alors pour les travailleurs de l'H.P. de juger quelles sont les perspectives de lutte les plus efficaces.

D'autre part, une nouvelle lettre va être rédigée, dénonçant le licenciement politique de Dervaux, et l'on prévoit qu'elle recevra les signatures de dizaines et dizaines de psychiatres et de psychanalystes.

Le Secours Rouge est décidé à maintenir son action sous les formes qui s'avèreront nécessaires.

— REINTEGRATION
IMMEDIATE ET
SANS CONDITIONS
DE DERVAUX !

— NON AUX
LICENCIEMENTS
POLITIQUES !

— NON A L'UTILISATION
DU SAVOIR MEDICAL
COMME MOYEN
DE REPRESSION !

Cellule H.P. de Rouen
de la Ligue Communiste.



nos ennemis eux-mêmes le disent...

EPICTETE ET LES GREVES

« On se souvient sans doute de l'histoire de ce sage de la Grèce ancienne qui, esclave, était supplicié par son maître pour un méfait qu'il n'avait pas commis. Un tourniquet lui comprimait la jambe et le sage souffrait en silence.

A un certain moment, Epictète, avertit son maître : « Arrête ! Tu vas casser ma jambe et abimer un bon serviteur. » Le maître ne le crut pas : la jambe fut cassée et le serviteur resta boiteux.

Toute grève, arme « Conventionnelle » des syndicats, pour employer le langage des militaires, peut aujourd'hui et dans certains cas se transformer insidieusement en arme « non conventionnelle », c'est-à-dire donner naissance à des réactions destructives en chaîne sur la monnaie, l'économie générale et même la politique étrangère d'un pays. Il est bien évident que les partenaires initiaux en souffriront également, quel que soit le vainqueur ou le vaincu. En Grande-Bretagne, comme aux Etats-Unis, ce risque existe aujourd'hui et les mises en garde ne manquent pas ; mais, comme le maître d'Epictète, le syndicat des dockers et celui de l'automobile ne paraissent pas vouloir en tenir compte. Craignons qu'ils ne finissent par casser quelques rouages essentiels des économies anglo-saxonnes et que celles-ci ne restent boiteuses pendant longtemps.

Souhaitons, au contraire, que ceux auxquels l'histoire contemporaine semble apporter certaines possibilités plus grandes d'influencer la destinée des nations apprennent en même temps à mesurer à l'avance toutes les conséquences de leurs actes, afin de ne pas devenir responsables d'errements qu'ils ne souhaitent pas, et dont leurs mandats seraient finalement les victimes autant que le reste de la nation.

Editorial « Usine Nouvelle », 23 juillet.

LE PRESIDENT ET LES PRESIDENTS

« Selon la Constitution, le Président de la République veille au respect de cette dernière et assure par son arbitrage le fonctionnement régulier des Pouvoirs publics ainsi que de la continuité de l'Etat. Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire, du respect des accords de communauté et des traités. C'est là l'aspect institutionnel et traditionnel de la fonction présidentielle.

En recevant la semaine passée, dans la même journée, les présidents de Philips, de la compagnie générale d'Electricité et de Pechiney, M. Pompidou a, en revanche, mis en lumière un aspect désormais officieux de cette fonction, non inscrit dans les textes, mais essentiel aujourd'hui dans la vie économique française : celui d'intendant général du pays.

Le Président et les présidents, c'est en quelque sorte une concertation en écho, le rôle primordial de la puissance publique étant de renforcer les atouts d'une certaine industrie française dans un environnement international de haute compétition.

Editorial « Usine Nouvelle », 30 juillet.

vient de paraître : andré marty révolutionnaire (pour lire : " les mutins de la mer noire ")

Nous avions, dans le numéro de « Rouge » de juillet, parlé de la réédition du livre d'André Marty : « La révolte de la mer Noire ».

Aujourd'hui, nous faisons paraître une brochure qui est un complément indispensable au livre de Marty : « Pour lire la révolte de la mer Noire, André Marty révolutionnaire ».

On y trouvera relatée, ce qui fut « l'affaire Marty », c'est-à-dire, le mécanisme de l'exclusion d'un dirigeant du P.C.F., à une époque où, à l'est de l'Europe, on ne se contentait pas d'exclure. De positions « anti-parti » à la « lutte fractionnelle » jusqu'au « policier Marty », l'accusation ne cesse de s'aggraver. L'hystérie de la campagne contre Marty n'est pas sans rappeler les procès Rajk et Slansky. « L'humanité » n'ira-t-elle pas jusqu'à publier une photo truquée de Marty saluant un agent de la circulation comme preuve irréfutable que Marty était un flic !!!

En annexe, on pourra lire les trois lettres envoyées par Marty respectivement, au secrétariat, au bureau politique, au comité central, dans lesquelles Marty présente, souvent de façon malhabile, sa défense. Avec l'honnêteté d'un militant communiste éduqué dans le mythe « le parti ne peut pas se tromper, on ne peut avoir raison contre le parti », il reconnaît ses fautes, se justifie, propose des auto-critiques. Il n'a pas encore compris, abasourdi par ce qui lui arrive, que son sort en est jeté, qu'il a été condamné ailleurs et bien plus haut qu'au 44, victime du système stalinien qu'il a contribué à édifier et à perpétuer. La compréhension réelle du phénomène, ce n'est que plus tard et peu à peu qu'il l'acquiert, et notamment lorsqu'il écrit sa lettre à Gromulka où il prend parti pour les travailleurs polonais contre la bureaucratie stalinienne.

Enfin, en troisième lieu la brochure comporte la reprise de l'article de notre cama-

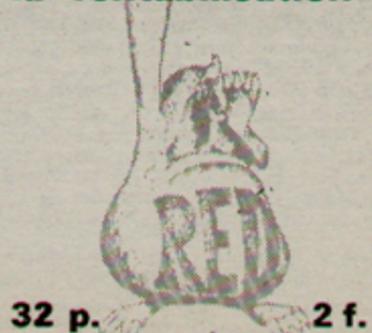
rade Germain, paru dans la « Vérité » journal de la section française de la Quatrième Internationale au moment de l'affaire Marty. On sait qu'une des accusations contre Marty portait sur la période de la libération et de l'attitude du P.C.F. à cette époque. L'article analyse ce qui était possible, ce qui aurait dû être fait par un authentique parti communiste, et le bilan qu'on peut tirer de la politique du P.C. à cette époque.

Après l'exclusion de Garaudy puis de Charles Tillon (exclu du bureau politique en même temps que Marty) l'importance de cette brochure n'échappera pas aux militants.

50 p. 2 f.
commandes à "rouge"
b. p. 201 paris 19°

collection taupe rouge n° 1

les cheminots
et la lutte contre
la rentabilisation



32 p. 2 f.

le feuilleton du nouvel-observateur sur trotsky :

L'œuvre d'un flic ...

Le « Nouvel Observateur », hebdomadaire qui entend laisser s'exprimer toutes les tendances « de gauche » dans ses colonnes, nous offre comme feuilleton de vacances un document - qu'il présente comme inédit (1) - d'un certain Julian Gorkin, militant du P.O.U.M., sur l'assassinat de Trotsky. Si le « Nouvel Observateur » ne résiste pas à la publication de ce document « passionnant », nous pensons que l'assassinat de Trotsky est un événement trop important pour laisser n'importe qui en raconter n'importe quoi.

Tout d'abord, la première inexactitude est le caractère inédit de ce récit. En effet, en 1948, paraissait aux Editions « SELF » - Paris - un livre intitulé « Ainsi fut assassiné Trotsky » et signé Général Leandro A. Sanchez Salazar, ancien chef du service secret de la Police mexicaine, et Julian Gorkin, militant du P.O.U.M.

En y regardant de plus près, on se rend compte que les deux livres sont le même texte, malgré les légères modifications de style. Le premier est le récit à la première personne du chef de la police mexicaine, le second est ce même récit à la troisième personne. Les sources sont les mêmes : les résultats de l'enquête menée par la police mexicaine après les deux attentats contre Trotsky. A. Rosmer dénonçait déjà en octobre 1948, dans la revue IV^e Internationale, cet acoquinage d'un militant socialiste avec un flic en chef pour le moins ambigu, et le mélodrame policier auquel ces deux individus tentent de réduire un des événements les plus tragiques de l'histoire du mouvement ouvrier international. Nous publions ci-dessous des extraits de l'article de Rosmer.

Pour apporter quelques précisions qui ne seront certainement pas mentionnées dans la nouvelle édition de ce récit (qui parut en 1948 en feuilleton dans... « Le Figaro », journal peu connu pour ses sympathies de gauche), signalons que dans la préface de la première édition, le Général Salazar s'attribue la totalité de l'œuvre et affirme n'avoir fait appel aux talents du socialiste Gorkin que parce que celui-ci « connaissait parfaitement le mécanisme du régime qui avait armé le bras de l'assassinat de Trotsky ». Quant à Gorkin, il donne dans une seconde préface, une image assez grotesque de sa vie de militant traqué par les agents du Guépéou, dans les ruelles de Mexico, chez lui ou dans les meetings - au cours d'un de ces meetings, il se fera même fendre le crâne, mais en réchappera pour servir à vie... le socialisme libertaire - qui nous laisse douter du sérieux du bonhomme.

Mais qu'un écrivain mégalomane reprenne entièrement à son compte le récit d'un flic dont la mission était montée à la tête, n'est pas le plus important aujourd'hui. Le plus important c'est qu'un journal comme le « Nouvel Observateur » accepte de cautionner ce genre d'initiative qui s'ajoute à la longue liste des tentatives d'idolâtrer le personnage Trotsky, martyr persécuté par un tyran diabolique, en laissant de côté le combat politique du révolutionnaire et de ceux qui l'ont suivi. La lutte entre le stalinisme et le marxisme-révolutionnaire ne peut être réduite au duel entre Staline et Trotsky, ce qui signifierait qu'avec l'assassinat de Trotsky, le stalinisme a vaincu à jamais. Trotsky est mort, mais n'en déplaise aux historiens manqués ou aux journalistes aux idées larges, son combat continue à travers la IV^e Internationale qui a su, malgré le sombre rideau du stalinisme, porter jusqu'à nous la tradition des révolutionnaires de 1917. Nous n'avons pas besoin des enquêtes de la police mexicaine pour déterminer les responsabilités de Staline dans l'assassinat du grand révolutionnaire, ni de la bonne volonté de Gorkin pour le venger.

Sur ce point, comme sur de nombreuses autres trahisons des fossoyeurs d'Octobre, la révolution tranchera.

Il est désormais évident qu'on n'empêchera pas l'assassinat de Trotsky de devenir une « cause célèbre ». Trop de journalistes en quête d'articles sensationnels trouveront dans les circonstances et la nature du crime, matière à révélations renouvelées ; ils fabriqueront des testaments, décriront la « forteresse », déformeront les informations exactes qu'ils auront pu recueillir, aidés le plus souvent par la propagande russe trop intéressée à brouiller les pistes, à favoriser tout ce qui peut permettre de masquer le crime stalinien pour ne pas profiter de l'occasion. On a déjà vu un certain nombre de ces fabrications ; on en verra d'autres.

La révélation sensationnelle la plus récente est d'un caractère différent : elle est due à la collaboration imprévue de l'homme qui était à l'époque des attentats, le chef du Service secret de la police mexicaine, le général Sanchez Salazar, et d'un des dirigeants d'un parti socialiste espagnol (P.O.U.M.) Julian Gorkin et elle est présentée comme l'œuvre qui achève de faire la lumière sur cet événement.

Or, une lecture attentive du livre, montre qu'il se compose, pour sa plus grande part, du récit du policier qui a mené l'enquête, puis de documents importants, mais tous connus, et publiés il y a des années déjà dans la presse mexicaine et américaine, dans les publications trotskystes et dans divers ouvrages d'écrivains américains. Si Gorkin a vraiment cru risquer sa vie en les rassemblant et en les publiant aujourd'hui, il s'est créé à lui-même un péril illusoire.

Ce qu'il y a de plus important dans le récit du policier, c'est ce qu'il nous apprend sur lui-même, sur la façon dont il a entrepris et mené son instigation.

On se rappelle les conditions dans lesquelles Trotsky dut aller s'établir au Mexique. Après l'avoir exilé, Staline le pourchassait de pays en pays et trouvait des complices dans les gouvernements démocratiques d'Europe. Incapables de dominer un esprit mesquin de revanche, social-démocrates d'Allemagne et travaillistes britanniques refusèrent le visa qui eût permis à Trotsky de vivre dans un pays où il aurait pu poursuivre ses travaux, et où ses amis auraient pu assurer sa sécurité. Roosevelt les imita, même dans la période où le pacte conclu entre Staline et Hitler provoquait un dégoût quasi général. Les Norvégiens qui avaient fait une heureuse exception, se hâtèrent d'expulser l'indésirable dès que Staline fit comprendre qu'il le voulait — c'était l'époque des « procès de Moscou » — et comme pour faire oublier leur socialisme d'un jour, ils exagérèrent la servilité en entourant l'expulsion d'odieuses mesures policières.

Ignorant ces turpitudes européennes, un homme fit preuve de noblesse et de générosité : Lazare Cardenas, président de la République mexicaine. Non seulement il accueillit Trotsky, mais il dédaigna et méprisait toujours les inventions des agents du Guépéou ; il ne cessa pas un jour de témoigner publiquement sa sympathie à l'exilé. Malheureusement, il ne pouvait pas compter sur la loyauté de tous ses collaborateurs, notamment sur celle des hauts fonctionnaires ; quelques-uns exceptés, tous le trahissaient. On était au temps du Front populaire ; les staliniens s'infiltraient partout. Celui qui était à la tête de l'organisation syndicale, Lombardo Toledano, abusait du patronage que Cardenas lui avait accordé lors de son accession à la présidence pour mettre le mouvement syndical au service de la politique stalinienne : il était successivement pour la guerre antifasciste, puis contre la guerre quand Molotov célébrait les victoires hitlériennes, et de nouveau pour la guerre le jour où Hitler se retourna contre son complice : un parfait serviteur. Le Guépéou disposait ainsi du

quotidien de la C.G.T. mexicaine, de la presse du parti communiste ; même le quotidien du parti au pouvoir, le parti de Cardenas, se prêtait à la diffusion des mensonges de la propagande.

Que pouvait faire Trotsky pour se protéger contre cette avalanche sans cesse renaissante d'accusations absurdes ? Les staliniens prétendaient avoir des preuves ; qu'ils les apportent ! Dans des lettres que les journaux non staliniens consentent parfois à publier, il demande la constitution d'une commission où les staliniens enverront leurs représentants, à côté des siens et de ceux du gouvernement pour une confrontation publique. Naturellement, les menteurs acculés se dérobent ; leur dérobade les condamne pour un temps au silence ; puis ils recommencent. La commission internationale présidée par John Dewey vient au Mexique pour procéder à une enquête approfondie ; ses séances sont publiques ; elle conclura que les accusations sont sans base ; rien n'y fait ; les agents du Guépéou poursuivent leur sinistre besogne. Il n'est pas de meeting organisé par le parti communiste ou ses annexes où, dès qu'une accusation s'offre, l'un d'eux ne s'écrie : « Muerte à Trotsky ! ». De bons types d'ouvriers mexicains, empoisonnés par la propagande, leur font écho ; pour montrer à quel point on a porté cette excitation, il me suffira d'indiquer que le congrès des syndicats de l'enseignement tenu au début de 1940 se termina aux cris répétés de « Mort à Trotsky » : c'était devenu le mot d'ordre qu'il fallait partout répéter.

Ainsi les gens du Guépéou, qu'on savait nombreux, opéraient tout à leur aise, sans être jamais inquiétés par le général Salazar — qui, comme chef de la police secrète, était spécialement chargé par Cardenas de veiller à la sécurité de Trotsky — de 1936 à mai 1940, date du premier attentat. Si jamais crime fut signé, c'était bien celui-là. Pas pour le général Salazar. A peine arrivé à la « forteresse », sa conviction est faite : il s'agit d'un attentat simulé, d'une mise en scène. Les murs sont criblés de balles ; mise en scène ; les secrétaires sont calmes ; mise en scène ; Trotsky et Natalia sont calmes ; mise en scène ; enfin, après l'interrogatoire des deux cuisinières, il n'a plus de doute.

Et comme il n'a plus de doute, il commence par arrêter deux des secrétaires. Il ne s'agit donc pas d'une erreur involontaire comme pourrait le faire croire la sottise du récit. C'est très grave.

Le péril était sérieux : seule une démarche énergique pouvait le conjurer. Trotsky décide donc de rédiger une longue déclaration, exposant le fonctionnement du Guépéou dans chaque pays, montrant par de pénibles exemples — assassinat de deux de ses secrétaires, d'Ignace Reiss — comment son activité se traduit par des meurtres. La lettre, adressée aux autorités judiciaires et policières, est aussi communiquée au Président Cardenas. Immédiatement tout change ; les hauts fonctionnaires de justice, de police ou d'ambassade peuvent tromper et trahir Cardenas et ils le font souvent, mais pas quand il s'agit d'une affaire de cette importance ; au surplus, ils n'ignorent pas que Trotsky veille. Notre policier va donc rapidement trouver la vraie piste car, selon ce qu'il raconte, le hasard « consent » alors à le favoriser. Trotsky ne lui permettra plus de s'égarer ; il l'aidera, par des interventions répétées, à se maintenir dans la bonne voie ; il avait désigné nommément le principal auteur de l'attentat dans sa lettre aux autorités.

Sur l'attentat, sur sa préparation, son organisation, on a beaucoup mieux que les révélations du policier ; on a les aveux de l'auteur lui-même : le peintre David

Alfaro Siqueiros ; non pas des aveux genre Vichinski et procès de Moscou, mais des aveux écrits, librement formulés. Siqueiros se vantera même d'avoir organisé et dirigé l'attentat.

Il est un point important, mais non capital qui n'a pu être élucidé et ne le sera probablement jamais. Pourquoi le secrétaire Sheldon Harte, qui était de garde dans la nuit de l'attentat, a-t-il ouvert la porte et permis à la bande Siqueiros de pénétrer dans la maison ? Pour les auteurs de ce livre, la réponse n'est pas douteuse : il était un agent du Guépéou. Mais leurs arguments ne sont nullement convaincants : impressions des policiers du corps de garde qui se laissèrent aisément immobiliser ; déclarations que le père de ce secrétaire aurait faites aux policiers, mais qu'il a aussitôt démenties ; enfin le récit d'un homme qui aurait vu Sheldon Harte dans l'étrange maison où il aurait passé les quelques jours qui suivirent l'attentat avant d'être assassiné.

« Pour le trotskysme, il fallait que Sheldon fut innocent », tel était le titre donné au treizième chapitre publié par le Figaro. Quelle bêtise ! Les mouvements révolutionnaires de tous les temps et de tous les pays n'ont jamais pu empêcher les mouchards de s'introduire dans leurs rangs, même à des postes de direction. Il s'agit ici de recherche de la vérité. Tous ceux qui ont connu Sheldon Harte sont unanimes à penser qu'il n'appartenait pas au Guépéou quand il était à New York et qu'il ne se laissa pas acheter durant son séjour à Coyoacan. Ils sont convaincus qu'il fut dupe d'un stratagème qui l'amena à livrer la place. Il était depuis peu à Coyoacan ; il était très jeune, d'âge, de caractère, d'activité politique ; il avait eu la vie facile d'un jeune bourgeois ; les canailles de la bande de Siqueiros ne le choisirent certainement pas au hasard comme complice involontaire dans la perpétration de l'attentat.

Pour le second attentat, celui perpétré par le tueur Jacson seul, trois mois plus tard, Gorkin a largement puisé dans la brochure d'Albert Goldman portant pour titre « The Assassination of Leon Trotsky ». C'est une bonne source. Goldman était trotskyste et avocat ; il connaissait les hommes ; il a suivi l'affaire de bout en bout.

On me dit : il est possible qu'on connût ailleurs, depuis des années, tout ce qu'on peut trouver dans ce livre que Gorkin publie aujourd'hui à Paris, qu'on en sût même davantage ; mais en France, où on ignorait à peu près tout, mieux vaut encore cette information sous sa forme déplaisante de roman policier que pas d'information du tout. Je ne le crois pas. Le policier aurait pu seul raconter son histoire : on aurait su tout de suite de quoi il s'agissait. Mais qu'un militant socialiste — et qui, quoi qu'il dise, a été trotskyste — la prenne à son compte, la présente comme le fruit de longues recherches, mieux encore qu'il prétende ainsi servir la vérité, c'est cela qui est insupportable, car le fond de l'histoire, qui est véridique, se trouve déformé, noyé dans une sauce malodorante ; c'est substituer le mélodrame à la tragédie, et, par là, permettre aux messieurs André Pierre de s'écrier : très intéressant, captivant, mais pas convaincant ; tandis que les petits aboyeurs d'Action auraient été tout de même plus embarrassés pour étaler leurs mensonges si on leur avait simplement mis sous le nez les aveux de leur camarade Siqueiros.

Publié dans IV^e Internationale oct. nov. 1948

A. ROSMER

(1) Publié chez Julliard à la rentrée.

L'histoire et la politique

« Lutte Ouvrière », dans son dernier numéro (104) consacre encore toute une page à « la Ligue Communiste et l'Opération Tillon-Garaudy ». Le titre est déjà surprenant. Voir dans la crise du P.C., dont témoignent très diversement d'ailleurs, l'évolution de Tillon et Garaudy, une simple « opération », c'est faire montre d'une myopie, d'une étroitesse de vue, éminemment bureaucratiques : les dirigeants cachent les masses. Mais passons. L'article nous réserve d'autres surprises. Son auteur, que nous n'avons pas encore l'honneur de connaître, est un certain F. Duburg. Nous sommes inquiets pour son avenir politique, mais aussi pour celui d'un journal qui laisse passer une telle prose. Car la vision bureaucratique se confirme : Tillon, nous apprend-on docilement, n'est pas « devenu le meilleur dirigeant possible du futur parti révolutionnaire ». Merci ! Nous ne sommes pas en quête du « meilleur dirigeant, bla-bla... », nous avons un faible pour la direction collégiale, et, que je sache, nous n'avons jamais proposé à Charles Tillon un siège au Bureau Politique. Tout ce que nous espérons, c'est l'aider, et avec lui les militants du Parti Communiste en rupture de stalinisme, à clarifier ses positions politiques, et à évoluer vers le marxisme-révolutionnaire. Nous sommes « assez stupides » pour croire que Tillon, comme d'autres, peut « devenir un authentique révolutionnaire ». Il faut toute l'incapacité sectaire et l'ignorance crasse de F. Duburg pour écrire que « les camarades de la Ligue n'agissent ainsi que dans un souci tactique, pour exploiter une situation » (souligné par nous, S.N.). On sait que les soucis de tactique et l'exploitation des situations, fussent-elles historiques, n'est pas le fort de L.O. Mais, n'en déplaise à F. Duburg, la tactique est de quelque intérêt pour un groupe qui n'est pas une secte : il pourrait être utile à ce camarade de relire — ou de lire — quelques pages de « l'I.C. après Lénine »...

APPRENEZ L'HISTOIRE AVANT DE PRETENDRE LA FAIRE !

Et quand nous accusons F. Duburg d'ignorance crasse, nous pesons nos mots. Selon lui, nous fondons nos analyses sur l'Humanité de 1952, et ce qu'elle disait de l'affaire Marty-Tillon. Duburg écrit :

« Le raisonnement est simple : « l'Humanité » accusait alors Marty et Tillon d'un certain nombre de péchés, du point de vue stalinien, par exemple d'avoir critiqué le pacte germano-soviétique ou la politique du P.C.F. au lendemain de la « Libération ». Donc, conclut le rédacteur de Rouge, Marty et Tillon ont été exclus pour cela. « l'Humanité » aurait qualifié Marty et Tillon de trotskystes que le rédacteur de Rouge aurait encore plus satisfait. Mais c'est tout de même une méthode dangereuse, parce que l'Humanité avait bel et bien traité Marty de flic !... »

L'ennui, Duburg, c'est que l'Huma a bel et bien traité Marty de trotskyste. Et qu'à l'époque, dans l'Huma, trotskyste et flic étaient synonymes. Quand on ne sait pas de quel on parle, on risque de manier l'ironie à contre-temps ! Et si Marty (et non Tillon, Duburg !) « n'a pas été exclu pour ça », il faudrait dire à moins d'être un critique irresponsable, pourquoi il a été exclu. Notre analyse de l'affaire Marty, comme nous le montrons par ailleurs (1) ne se fonderait pas sur la « méthode Coué », mais sur une compréhension de la dynamique des forces à l'époque de la crise du stalinisme. Et n'en déplaise à L.O., l'évolution ultérieure de Marty nous a donné raison... Mais comme nous ne sommes pas, quoi que dise Duburg, « les porte-parole de Tillon », nous laisserons volontiers Tillon répondre aux assertions de L.O. le concernant. Quant à nous, voyons la suite...

1940-1944

On retrouve la même méconnaissance de l'histoire dans le passage central de l'article, qui prétend traiter : de l'attitude de la section française de la Quatrième Internationale entre 1940 et 1944. Duburg écrit :

« D'ailleurs, à lire « Rouge », on ne peut guère savoir si la Ligue se place rétroactivement dans le camp de l'internationalisme ou dans celui de la Résistance aux côtés des impérialistes « alliés ».

C'est sans doute cela que la Ligue appelle le rôle « primordial » du journal.

Notons ici en passant que la Ligue ne fait que renouer avec la politique opportuniste qui fut en ce domaine celle du Parti Communiste Internationaliste (la section française d'alors de la Quatrième Internationale) de 1940 à 1944, qui, d'un côté, eut des militants qui sacrifièrent leur vie à mener une politique révolutionnaire internationaliste au sein de l'armée allemande mais qui d'un autre côté, mena une politique — ne serait-ce que dans la Vérité — dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle fut ambiguë vis-à-vis de la résistance ».

Signalons quand même que de 1940 à 1944, c'est le Parti Ouvrier Internationaliste qui était la section française de la IV^e Internationale. Le P.C.I. devint section en février 1944, par l'unification du P.O.I. et du C.C.I. Si L.O. veut savoir quelle est notre position sur la deuxième guerre mondiale, il est facile de se reporter aux textes officiels de l'Internationale et de sa section française : ces textes sont plus accessibles que ceux de L.O., et pour cause...

Rappelons quand même ce qu'il en est, puisque la « dégénérescence pabliste » de la Quatrième Internationale depuis 1940 est le grand cheval de bataille des camarades.

En février 1966, un exposé heureusement un peu plus talentueux que le pénible libelle de F. Duburg était consacré, par le courant dont est issue L.O., à la question suivante : « Les problèmes du parti mondial de la révolution et la reconstruction de la IV^e Internationale. »

Ces camarades expliquaient qu'ils avaient refusé de s'unifier dans le P.C.I. en février 1944 car « la IV^e avait cessé d'exister comme organisation d'avant-garde révolutionnaire depuis plusieurs années » : La IV^e avait fait faillite, était passée à des positions « nationalistes ». Mais surtout, lors de l'unification « on passa allégrement l'éponge sur la politique chauvine de 1940 ; tout était oublié ; mieux, on avait toujours eu raison. » Il faudrait répondre à l'ensemble des inexactitudes qui fourmillent dans cet exposé, mais contentons-nous de remarquer pour l'instant qu'aujourd'hui L.O. reconnaît qu'une partie au moins de la section française eut une politique correcte. La politique unitaire inciterait-elle à réécrire l'histoire ? A moins que l'on ait été trop sectaire en 1966 ?

Quant au fond du problème, rappelons que Lénine, et Trotsky, ont noté à maintes reprises que dans les périodes de troubles extrêmes, de guerres et de révolutions, un parti, si bolchévisé soit-il, subit, à la différence d'une secte coupée de tout le mouvement social, des pressions des différentes classes en lutte, de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie. La jeune IV^e Internationale n'échappa pas à cette loi. Des déviations, parfois graves, se produisirent dans diverses sections. Mais bien avant l'unification, une lutte politique menée dans le P.O.I. comme dans le C.C.I., qui étaient parvenus, dans les conditions très dures de la clandestinité, à maintenir une vie politique et un débat démocratique en leur sein, avait rectifié le tir. Et on ne passa nullement l'éponge. La conférence Européenne de février 1944 se livra à un examen critique approfondi de la politique des sections. Ses « thèses sur le mouvement ouvrier et les perspectives de la IV^e » faisaient le point de l'activité des trotskystes français. Le deuxième congrès mondial aborda de nouveau la question, dont toute l'Internationale put débattre démocratiquement.

Nous manquons ici de place pour exposer ce que fut l'activité des trotskystes pendant la guerre. Nous y reviendrons ultérieurement dans une brochure. Mais ce que nous avons dit ici définit déjà suffisamment notre position, également édictée, du social-chauvinisme et de la capitulation sectaire.

Mais ce qui serait fort intéressant, c'est de savoir quelles étaient les positions, à



l'époque, du courant d'où est issu L.O. Où et quand ces camarades ont-ils fait le bilan de leur activité ultra-sectaire ? Ils déclaraient naguère :

« Tout révolutionnaire ayant fait son travail pendant la drôle de guerre, sait que... tout au contraire, jamais le contact avec les masses ouvrières n'a été plus facile (et pas seulement avec les masses ouvrières) jamais les masses n'ont été plus disposées à accueillir la propagande révolutionnaire... »

A lire cela, on peut se demander où, sur quelle planète ces camarades « faisaient leur travail ». Mais on se demande aussi comment, avec des conditions si favorables (les masses ayant visiblement rompu avec le stalinisme et la bourgeoisie), ils ont été incapables de diriger quoi que ce soit, incapables de la moindre intervention ? Encore une fois, où est leur bilan ? Où sont leurs textes de l'époque ? A défaut de leurs textes propres, défendent-ils encore ceux de l'ultra-gauche grecque, que nous nous ferions un plaisir de publier ?

Et quand Duburg s'en prend à l'action de la Quatrième Internationale pour le soutien des révolutions yougoslave et algérienne, il faudrait qu'il tienne compte de nos positions réelles, des rectifications qui ont été faites, mais aussi qu'il nous dise, par exemple, comment L.O. s'est comportée pendant la guerre d'Algérie.

LA POLITIQUE LE PARTI REVOLUTIONNAIRE ET LES RAPPORTS DE FORCE

Mais ce qui est le plus surprenant, c'est la visée politique que nous prête généreusement Duburg. Duburg, croit-il, nous comprend : sur « l'opération Tillon-Garaudy », nous essayons, finalement, de monter une tactique entriste rénovée. Et Duburg, sur ce point, nous donne raison : « Il est vrai — nous l'avons déjà écrit à plusieurs reprises — que les révolutionnaires ne doivent pas assister en spectateurs indifférents au processus auquel nous assistons aujourd'hui, mais qu'ils doivent au contraire mettre à profit chaque occasion de pouvoir discuter avec les militants et les sympathisants du P.C.F., et avec l'ensemble des travailleurs, des problèmes directement ou indirectement soulevés, qu'ils doivent également être prêts à militer au sein d'une organisation issue d'un éclatement du Parti Communiste Français, même si cette organisation se forme sur des bases non-révolutionnaires, s'il y a la possibilité de gagner aux idées et au programme révolutionnaire une partie des travailleurs actuellement organisés ou influencés par le stalinisme. »

Notons en passant que Duburg a une vision assez approximativement juste de la division du travail : L.O. « écrit » et « discute » pendant que d'autres, sous son œil de censeur paléotrotskyste vigilant, « agissent dans un souci tactique pour

exploiter une situation ». Bon, ce n'est pas tout à fait faux. L'ennui, c'est que Duburg politique est pire que Duburg historien !

Les perspectives qu'il nous prête, ce sont tout simplement celles que défendait naguère L.O. : faire avec tout le monde une espèce de vague conglomérat où les divers groupes et groupuscules pourraient se livrer en famille au bouton de veste et à la pêche au militant, entrer dans n'importe quel rassemblement « même si cette organisation se forme sur des bases non révolutionnaires » ! Où sont les opportunistes, Duburg ? Voilà donc que les camarades de L.O. sombrent dans le « pabliste » ?

Duburg n'a visiblement pas compris que la politique est une question de rapport de forces. Rappelons-lui que, depuis Mai, notre renforcement organisationnel nous a permis d'abandonner la tactique entriste qu'ils nous conseillaient maintenant avec 15 ans de retard !

Le reste des supputations de Duburg vaut ce que vaut cette hypothèse de départ : rien. Et quand il joue les Cassandre, on se demande comment il apprécie le rapport de forces :

« D'ailleurs, si un tel regroupement voit le jour, ce sont les Tillon et Garaudy eux-mêmes qui, en son sein, feront la chasse aux idées trotskystes ou aux militants trotskystes eux-mêmes, après les avoir utilisés le temps voulu. »

Mais si un regroupement a lieu, il se fera sur des bases révolutionnaires, avec des camarades qui auront autre chose à chasser que des trotskystes ! Au reste, le dialogue hypothétique de Tillon et Garaudy (l'amalgame est de L.O.) chassant le trotskyste risquerait d'être savoureux :

- Qui sont ces gens ?
- Des trotskystes.
- Combien sont-ils ?
- 2.000.
- Et nous ?
- Deux.
- Ça va, encerclons-les. »

Trêve de balivernes... Au lieu de nous prêter sa propre ligne opportuniste avant de la dénoncer (maï), Duburg ferait mieux de lire ce que nous écrivons pour comprendre ce que nous faisons. Car, comme il l'écrit fort bien :

« En politique, plus qu'en tout autre domaine encore, la méthode Coué ne peut que semer des illusions, et ce, d'abord et avant tout chez ses propres utilisateurs. »

Cela lui permettra peut-être d'éviter des perles comme celle-ci :

« Mais le pire, c'est que quoi que pensent les camarades de la Ligue, ils ne sont pas, en ce moment, engagés sur le chemin de la construction du Parti et de l'Internationale. »

Car chacun sait que L.O. est très avancée sur ce chemin, particulièrement en ce qui concerne l'Internationale...

Serge Niémetz.

(1) Voir notre brochure « André Marty révolutionnaire ».



marcel
hic

les nôtres

C'est en 1933, à l'âge de 18 ans, que Marcel Hic rejoint le mouvement trotskyste en entrant aux Jeunesses Léninistes. Son nom restera à jamais inscrit dans l'histoire de la IV^e Internationale, car il est lié étroitement à une des phases les plus tragiques et les plus héroïques de cette histoire.

C'est au début de la guerre, et surtout après l'occupation allemande, qu'il va pleinement révéler ses qualités de dirigeant révolutionnaire.

En septembre 1939, les deux organisations qui, à cette époque, se réclamaient en France du trotskysme, n'ont pas réussi à surmonter le désarroi que la guerre avait apporté avec elle dans les rangs ouvriers. Elles se divisèrent en de nombreux groupes, leurs militants se dispersèrent, l'avant-garde révolutionnaire fut privée d'organisation réellement représentative.

Marcel Hic, à qui sa santé déjà très compromise vaut de ne pas être mobilisé, devient secrétaire du bureau européen de la IV^e Internationale.

A peu près seul dans des circonstances où l'établissement des relations internationales devient une tâche dangereuse et presque insurmontable, il fait face à toutes les difficultés et assume à lui seul presque toutes les tâches. Il manifeste ainsi sa volonté de rester fidèle à l'orientation internationaliste de notre mouvement contre toutes les déviations nationalistes qui se manifestent dans le mouvement ouvrier et parfois dans nos propres rangs. Il sait que ce travail ne sera pas inutile et qu'il conditionne toute reconstruction d'un mouvement trotskyste en France.

Après juin 1940, son orientation restera la même ; il continuera, bien que ce soit encore plus difficile, à vouloir maintenir la liaison du mouvement français avec les groupes des autres pays. En même temps, il se met résolument à la reconstruction d'un parti trotskyste en France.

La dislocation du mouvement trotskyste a été encore accentuée par la victoire hitlérienne.

Le mouvement ouvrier français et son avant-garde n'étaient nullement formés pour la lutte illégale qu'il leur faut mener.

C'est là que Marcel Hic révèle des qualités de théoricien et d'homme d'action que bien peu d'entre nous lui supposions jusque-là.

De 1933 à la guerre, il avait occupé de nombreux postes dirigeants mais les avait exercés avec une réserve et un effacement qui donnaient parfois l'impression qu'il ne pourrait jamais jouer qu'un rôle de second plan.

En réalité, il se formait tenacement tant sur le plan théorique que dans l'apprentissage de son rôle de direction.

Et à partir de juin 1940, ceux qui l'entourent assistent à une foudroyante éclosion, fruit d'un mûrissement et d'une préparation constante et persévérante.

Entouré de quelques camarades de l'ancien Parti Ouvrier Internationaliste, il parviendra rapidement à reconstituer celui-ci. Dans cette tâche, il est guidé par deux soucis principaux : d'une part, ne jamais perdre de vue les buts et les principes fondamentaux de notre politique, d'autre part, associer à tout prix et en dépit de toutes les difficultés, toutes les individualités révolutionnaires capables d'œuvrer à la reconstruction d'une nouvelle direction et d'un nouveau parti.

C'est cette volonté d'association mêlée à une profonde lucidité politique qui rendent sa personnalité si attachante pour tous ceux qui l'ont connu à cette époque.

Et sur ces bases solides se développe une activité féconde et considérable. C'est grâce à ses efforts obstinés que peut sortir dès août 1940 « La Vérité » clandestine que tout d'abord il dirige seul et dont il restera ensuite le principal inspirateur politique. Il fonde et anime la commission syndicale qui permet au P.O.I. de profiter de certaines possibilités d'action légale et de lier à son action d'assez larges couches de militants syndicaux. Il seconde efficacement par ses conseils politiques clairvoyants le travail que le P.O.I. mène dans le mouvement des Auberges de Jeunesse et les Centres de Jeunesse.

Pendant longtemps il cherche par quelle action extérieure doit principalement se traduire l'expansion de notre politique dans cette période. Et c'est un profond attachement au principe de l'internationalisme qui l'amènera à concevoir la nécessité d'un travail à l'intérieur de l'armée allemande.

Il sera le principal animateur de ce travail et c'est ce qui lui vaudra d'être arrêté en octobre 1943.

Cette arrestation l'empêchera de voir s'achever une des tâches les plus importantes qu'il ait entreprise pour le développement du mouvement : la reconstitution de l'unité du mouvement trotskyste en France. Là plus qu'ailleurs, il a su faire preuve d'une profonde volonté d'association et d'unification de toutes les forces et volontés révolutionnaires. L'unification avec le C.C.I. et le groupe « Octobre » était acquise au moment de son arrestation. Sa réalisation, retardée pour des raisons de sécurité, ne pouvait plus être remise en question.

Son attachement à la cause révolutionnaire continua à s'affirmer sous les coups des tortionnaires de la Gestapo. Comme toujours, son courage fut servi par sa lucidité politique. Au cours de l'enquête, dans les moments les plus difficiles, il sait non seulement résister aux inquisiteurs, mais aussi soutenir et aider par son attitude la résistance des camarades arrêtés avec lui.

En déportation, il ne se départit pas un instant de son rigoureux et clairvoyant comportement révolutionnaire. Grâce à sa profonde connaissance de l'allemand (il était licencié dans cette langue et interprète professionnel), il pouvait facilement obtenir un poste privilégié qui lui aurait permis de surmonter les rigueurs de la détention. Mais dès son arrivée à Buchenwald, il tint à conserver son attitude de dirigeant révolutionnaire. Déporté avec plusieurs autres membres du P.O.I., il voulut que lui revienne le rôle de représenter auprès des autres détenus notre organisation et notre politique, car il estimait que dans les camps notre affirmation était nécessaire.

Il est évident que c'est ce qui lui valut d'être (malgré sa qualification d'interprète) transporté à Dora dans la plus mauvaise partie de ce kommando.

À Buchenwald, la confection des listes de départ dans les kommandos était effectuée par les hauts fonctionnaires détenus des camps qui, à Buchenwald, à cette époque, étaient tous staliniens. Ceux-ci portent à encore la responsabilité d'avoir conjugué leurs coups contre nos militants avec ceux de la répression fasciste.

Il fut affecté à une section de travail située dans la partie souterraine de l'usine où les détenus logeaient sans sortir jamais en surface.

Sa santé ne put résister, alors que sa pensée et sa volonté n'avaient jamais faibli à aucune épreuve. Il est mort séparé des autres trotskystes détenus dans son kommando. Mais, certes, il n'était pas seul et il a dû le ressentir dans ses derniers instants.

Cette farouche énergie qu'il avait déployée, cette rayonnante intelligence et cette chaude cordialité qu'il avait ré-

pandues autour de lui au milieu de ses camarades de combats sont des liens qui ne se rompent pas, qui ne se rompent jamais.

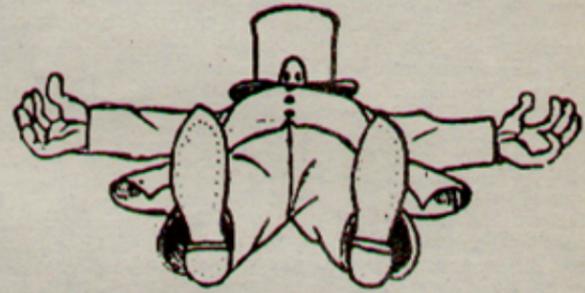
Ceux qui l'ont connu, comme ceux qui, venus après lui à notre combat, apprennent son histoire, demeureront résolus à s'inspirer de son exemple et à continuer sa tâche.

Il a été le meilleur de ceux qui, dans cette période dramatique, ont permis au trotskysme de vivre et lui donnent aujourd'hui le droit et la possibilité de défendre fermement et fièrement la cause de la révolution.

Son nom peut venir s'ajouter à la liste de tous ceux qui sont tombés dans la dure et héroïque lutte de l'avant-garde révolutionnaire et que lui-même évoquait dans son dernier article dans « La Vérité » le 15 octobre 1943 :

« Nous ne sommes pas des antifascistes d'hier. Nous avons lutté pour le Front Unique contre Hitler en 1933, pour l'unité d'action contre La Rocque en 1934, pour l'Alliance Ouvrière en Espagne. Après juin 1940, nous avons relevé le drapeau de la lutte antifasciste alors que tant de gaullistes d'à présent, éberlués, cherchaient encore leur voie entre Hitler et Churchill, alors que le Parti Communiste négociait la parution de l'« Humanité » avec M. Abetz. La longue liste de ceux qui, de France en Pologne, de Hollande en Espagne, de Belgique en Grèce, sont morts sous notre drapeau dans la lutte antifasciste porte hautement témoignage de notre action. Aussi avons-nous aujourd'hui le droit de parler clair. »

leurs gueules



pipinellis

Une crise cardiaque a remplacé la volonté populaire. Agé de soixante-et-onze ans, le ministre des Affaires étrangères de la Junte, M. Panayotis Pipinellis, est mort au service d'une dictature. En Grèce on croit beaucoup au destin implacable ; la triste mort du « chancelier » (tel était le sobriquet que le peuple avait donné au défunt) est venue couronner une vie encore plus triste. Toujours partisan fervent de l'« ordre », homme de droite viscéralement anticommuniste, ennemi convaincu des libertés démocratiques (devant une réunion d'ambassadeurs grecs en poste en Europe il avait affirmé que « la théorie de la souveraineté des peuples est contraire à la démocratie »), il a été le seul homme politique de premier plan qui ait ouvertement et volontairement collaboré avec les colonels. Sa conception sur l'avenir de la démocratie en Grèce coïncidait en tous points avec la « théorie du plâtre » (1) développée par le colonel Papadopoulos.

Les obsèques nationales ont eu lieu à la cathédrale d'Athènes en présence de quelques amis proches et des membres du gouvernement. Le peuple grec s'est abstenu...

Athènes-Presses-Libre.

(1) Selon Papadopoulos, le peuple grec étant particulièrement faible, a besoin d'être entouré pendant quelque temps d'un plâtre particulièrement dur.

camps de la ligue en corse

450 militants et sympathisants de la Ligue Communiste ont participé cet été aux camps politiques organisés en Corse sous l'égide du « Droit à la paresse ». En dépit de ce titre trompeur, il ne s'agissait nullement de reproduire les loisirs-évasions ou les vacances oisives que la bourgeoisie débite aux travailleurs en contrepartie de leur surexploitation.

Il s'agissait au contraire d'utiliser le temps de loisir à des fins de formation et de perfectionnement politique, tout en respectant le besoin de repos et de détente des militants. Cette formation politique était d'ailleurs conçue au sens large : le camp politique ne se substitue pas aux stages de préparation immédiate de la rentrée ; il fournit l'occasion d'aborder des problèmes et d'acquiescer des techniques généralement négligées (faute de temps), tout en préparant les militants aux tâches qu'il auront à assumer en cours d'année.

Sur le plan de la formation politique proprement dite, au mois d'août les militants ont pu largement débattre du bilan des luttes de classes en France depuis Mai 1968, du maoïsme et de la Révolution culturelle, de la révolution permanente au Vietnam... Mais aussi de la crise de la civilisation bourgeoise et du champ d'intervention qu'elle ouvre aux militants révolutionnaires : analyse de l'organisation bourgeoise des loisirs ; rôle du sport de compétition dans la politique d'embrigadement de la jeunesse ; effondrement de la famille et lutte des jeunes pour la libération sexuelle ; attitude de l'organisation sur l'art et la littérature ; signification de la musique pop et des « festivals », etc.

D'autres questions, plus spécifiques, ont été abordées dans le cadre de commissions spécialisées : travail militant dans les C.E.T., intervention en milieu paysan, crise des Etats ouvriers dégénérés, construction de l'avant-garde dans les pays de l'Est...

D'autre part, en vue d'accroître l'impact des campagnes politiques de l'organisation, les militants ont

travaillé les nouvelles techniques d'expression inaugurées cette année : sketches improvisés sur trame politique, chœurs parlés, utilisation d'orchestres et de percussions, etc. En juillet, une commission « théâtre » a monté un spectacle « de masse » sur la Commune (utilisant toutes les techniques étudiées) dont nous devons nous inspirer pour la célébration du centième anniversaire de la Commune de Paris.

Enfin les camps de Corse ont permis de débattre correctement de l'intervention des révolutionnaires dans le cadre des loisirs : les congés payés sont devenus un phénomène de masse qui conditionne profondément la vie politique du pays. Les révolutionnaires ne peuvent plus se désintéresser d'une réalité sociale de première importance pour les travailleurs. Il appartient à la Ligue Communiste d'élaborer une ligne d'intervention cohérente : sur quels mots d'ordre, dans quelles formes de lutte peut-on promouvoir des campagnes de dénonciation politique de l'organisation bourgeoise des loisirs et de l'exploitation des travailleurs sur les lieux de vacances ? Que peut-on attendre d'une intervention au sein des grands organismes de loisirs ouvriers : Tourisme et Travail, Loisirs et Vacances de la Jeunesse, Camps d'adolescents des Comités d'Entreprise ? Devons-nous organiser directement des camps politiques de sympathisants et notamment des camps de jeunes travailleurs révolutionnaires susceptibles d'être gagnés à la Ligue ? Et si oui, comment procéder ? Les expériences réalisées en Corse ont permis de mieux cerner les problèmes multiples (organisation, encadrement, activités, animation...) que pose ce dernier type d'intervention. Une expérience précieuse a été accumulée et des cadres efficaces se sont révélés. Le travail d'élaboration inauguré en Corse doit se poursuivre maintenant dans les cellules, dans le cadre de la préparation de la Conférence nationale de novembre. Si l'organisation tout entière se saisit de la question, l'été 1971 peut être réellement un « été chaud ».

stage international de cadres des sections européennes de la IV^e internationale

Un stage de cadres des sections européennes de la IV^e internationale s'est tenu du 15 au 20 juillet. Les militants ont écouté trois grands rapports centraux qui ont donné lieu à de longs débats, et ont participé à un travail de commissions traitant de la situation des différentes sections européennes.

Le camarade Ernest MANDEL a inauguré ce stage par un rapport qui avait pour thème « Quels sont les problèmes théoriques soulevés par les différentes étapes du développement du capitalisme et plus particulièrement dans son étape actuelle ». Ce rapport se divisait en trois grandes parties :

- Principaux problèmes de l'économie capitaliste contemporaine ;
- Liens entre les questions théoriques et le développement du capitalisme à long terme ;
- Rapport entre l'histoire du capitalisme et son développement actuel.

Le camarade Fernand CHARLIER a exposé sur le problème de la crise bureaucratique et les perspectives de la révolution dans les démocraties populaires, axant son rapport sur les problèmes qui se posent aux marxistes révolutionnaires pour aider au développement de la révolution politique dans les pays de l'Est.

Enfin, le camarade Livio MAITAN a clos ce stage en analysant à partir de l'expérience italienne, les nouveaux rapports qui tendent à s'instaurer entre les partis ouvriers traditionnels et la classe ouvrière, et les perspectives concrètes d'intervention des marxistes-révolutionnaires dans les luttes en Europe.

Les différentes commissions ont été particulièrement intéressantes pour les échanges d'expériences qu'elles ont permis, en particulier, sur la Grande-Bretagne et l'Irlande, sur l'intervention des camarades italiens dans les conseils de délégués, sur le développement de l'avant-garde en Suède. Des dirigeants d'organisations sympathisantes de la IV^e Internationale participaient à ce stage, en particulier des camarades de la Ligue Marxiste Révolutionnaire (Suisse), de la Jeune Garde Socialiste (Belgique), du Groupe Bolchevik (Suède), ainsi que de camarades Luxembourgeois.

Le succès de ce stage permet d'envisager une synchronisation toujours plus grande de l'intervention des marxistes révolutionnaires dans les luttes ouvrières qui se développent aujourd'hui au niveau du continent.

les devoirs de vacances de la c.i.a.

A la fin du mois de juillet un certain nombre d'organisations, de personnalités et de militants reçurent une lettre circulaire en provenance d'Hanoi qui les laissèrent perplexes. L'expéditeur en était le comité vietnamien pour la défense des peuples asiatiques ».

Dans cette missive de trois pages on expliquait que la conférence au sommet des peuples indochinois constituait un aspect nouveau dans la solidarité entre les peuples du Vietnam, du Cambodge et du Laos dans la lutte glorieuse contre les agresseurs impérialistes des Etats-Unis ».

On y vantait la solidarité entre peuples indochinois que les impérialistes qualifient « d'agression du Nord-Vietnam ».

Enfin, on y demandait l'aide précieuse du destinataire pour faire « répudier une fois pour toute ce mensonge ignoble ».

Afin de faciliter l'octroi de cette aide précieuse le texte suggérait que la situation actuelle du Cambodge pouvait être comparée à celle de la Tchécoslovaquie en août 1968 : dans les deux cas, il fut obligatoire « de prendre toutes les mesures nécessaires y compris celle de recourir à la force pour empêcher l'intervention des impérialistes américains » comme le déclara Pham Van Dong.

Nous tenons à rassurer immédiatement les lecteurs de « Rouge ». Si la citation du Premier ministre de la R.D.V. est malheureusement exacte, la soit-disant lettre circulaire de Hanoi est un faux. Sa réalisation est en tout point digne d'éloges sur le plan technique : les en-têtes sont corrects, le papier de mauvaise qualité est celui utilisé par la R.D.V., la phraséologie est souvent celle de Hanoi, mais malheureusement pour les expéditeurs, elle ne l'est pas toujours et certaines incohérences ont stimulé l'esprit critique de camarades, sidérés par la bourde politique monumentale qu'auraient commis les Vietnamiens en produisant un tel libellé :

— Les Américains sont qualifiés de « Huns de notre époque », ce qui serait discourtois pour les camarades mongols.

— Le Comité Exécutif Central du Parti Démocratique du Vietnam dont une déclaration est mise en exergue n'existe pas.

— Jamais les Vietnamiens n'ont qualifiés la solidarité entre peuples indochinois de « solidarité entre peuples socialistes fraternels » puisque ni les Khmers, ni les Laos ne sont censés mener actuellement une lutte socialiste.

— L'appel est signé « le Secrétariat », or les textes vietnamiens sont toujours signés personnellement et lisiblement.

— Les enveloppes sont rédigées de façon inhabituelle et munies de tampons fantaisistes.

Mais surtout... ON est toujours trahi par les siens ; à côté de superbes tampons « Postes Hanoi-Taxe perçue », une enveloppe portait le cachet de la poste de Bogota - Colombie en date du 21-7-70...

Cela donne une idée sur l'origine réelle de l'expéditeur. A notre avis il s'agit d'un devoir de vacances d'étudiants de la C.I.A., doués certes, mais qui ne sauraient tromper la vigilance des militants révolutionnaires.

Nous avons assez clairement marqué notre désaccord avec la position de Hanoi sur l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie pour ne pas laisser l'ennemi utiliser cet argument en vue de désorienter les défenseurs de la révolution vietnamienne.

L. COUTURIER.

tupamaros : la morale de l'histoire...

Depuis plus d'un mois, les Tupamaros, ces révolutionnaires uruguayens qui pratiquent en grand la guérilla urbaine, retiennent prisonniers deux otages — un diplomate brésilien et un agronome américain — en échange de la libération desquels ils exigent la liberté pour tous leurs camarades emprisonnés dans le pays, soit, maintenant, plus de 200 personnes. Jamais l'enclère n'avait été aussi élevée. La résistance de la dictature que dirige Pacheco Areco a, elle, un précédent : celle du Guatemala, où le refus de négocier avait entraîné l'exécution de l'otage des révolutionnaires, un diplomate ouest-allemand. Mais les Tupamaros ont plusieurs otages : ils n'en ont exécuté qu'un, le flic américain Dan Mitrione, venu en Uruguay pour enseigner la lutte antiguérilla. Des efforts gigantesques ont été faits par le pouvoir uruguayen pour passer Montevideo et ses environs au crible ; ils ont amené l'arrestation de Tupamaros, ou présumés tels, mais n'ont pas permis de retrouver les otages, et l'organisation révolutionnaire démontre au contraire, par ses hold-up hebdomadaires, qu'elle garde sa puissance et sa liberté d'action.

Toutefois, une question se pose : arrive-t-on au terme de l'efficacité de cette sorte d'action ? C'est peu probable, car résister a autant, sinon plus d'inconvénients que céder pour les dictatures sud-américaines. En tout cas, on est à un tournant, marqué par des prises de positions internationales, et il est nécessaire d'examiner le problème dans son ensemble.

Trotsky a plusieurs fois expliqué que la bourgeoisie exigeait de ses adversaires du mouvement ouvrier qu'ils se battent torse nu et selon les principes de la boxe française, se réservant, quant à elle, de les affronter cuirassée et équipée des armes les plus modernes. C'est aussi le principe du Vatican et du Kremlin qui viennent l'un et l'autre de condamner les enlèvements aux fins d'échange, par les révolutionnaires, de diplomates, policiers et autres serviteurs de l'Etat bourgeois. L'Osservatore romano formule ainsi la règle de la « boxe française » : « Aucune raison, aucune volonté de protester ou de contester des structures politiques et sociales, même considérées comme oppressives et injustes (oh ! qu'en termes galants...) ne peuvent justifier moralement et juridiquement, par exemple la séquestration d'ambassadeurs et de diplomates. » Il a échappé au digne Observateur qu'il ne s'agissait pas, dans ces cas précis, de « protester » ou de « contester », mais tout simplement d'échanger vie contre vie, de sauver de la torture et de la mort un certain nombre de victimes de régimes dictatoriaux en prenant des otages libérés ensuite. On aurait d'autant plus attendu l'approbation de ces actes de la part des représentants du dieu de charité sur la Terre que de telles libérations de groupes entiers de prisonniers sont obtenus au prix modique de peu nombreuses séquestrations. Quant à faire un crime de la séquestration, c'est une bouffonnerie noire à l'heure du génocide généralisé effectué en Indochine avec la bénédiction papale. La vérité est que les révolutionnaires ont inventé là une tactique qui a permis en quelques mois de rendre à la liberté plus de huit dizaines de prisonniers livrés auparavant aux caprices sadiques des tortionnaires du Brésil, de la Bolivie et du Guatemala. En revanche, quel mal ces enlèvements ont-ils entraîné : deux morts (1), beaucoup moins victimes des révolutionnaires que de l'entêtement des dictateurs qui ont refusé de jouer le jeu, selon la règle établie par eux-mêmes, celle de la force.

Que peut-on opposer à cela ? L'Osservatore romano a un autre argument : ces enlèvements violeraient les droits fondamentaux de l'homme. Le fait est incontestable. Mais s'il y a des guérilleros, c'est précisément dans des pays où, antérieurement, le droit des gens a été allégrement foulé aux pieds. Les militaires boliviens, qui ont dû lâcher récemment dix de leurs victimes contre deux techniciens allemands qui contribuaient au pillage du pays par l'impérialisme yankee, ont tenu naguère entre leurs mains Che Guevara vivant. Ils ont assassiné ce prisonnier avec l'aide, le conseil et le contrôle des conseillers des Etats-Unis, sans que nous ayons ouï dire que cela ait entraîné la protestation du Vatican. Etait-ce là une façon de respecter les droits fondamentaux de l'homme ?

Très juriste, l'Osservatore romano se réfère au droit international et constate qu'il s'agit d'une agression contre la souveraineté de l'Etat que représente l'agent diplomatique, et il se réfère même à ce propos à la Grèce antique. Ce que c'est que de vivre dans l'éternel ! Mais, notre temps, lui, connaît une tendance irrésistible à la solidarité internationale. L'innocence d'un membre du personnel politique d'un pays déterminé dans la politique de tel autre pays est toujours très relative. Nul n'est obligé de servir l'Etat de son pays, et le servir signifie accepter d'en porter les responsabilités. Le diplomate brésilien enlevé par les Tupamaros n'avait pas démissionné en apprenant que la torture était la règle dans les prisons de son pays. Et le régime de terreur du Brésil n'est pas sans conditionner celui de l'Uruguay. Le système des otages, aussi vieux que la guerre, est ici « moralisé » en ce que jamais, peut-être, on n'en vit d'aussi « responsables ». Il semble bien, d'ailleurs, que l'internationalisme des Tupamaros laisse une chance au diplomate brésilien qu'ils détiennent de sauver sa peau si son gouvernement se montre plus raisonnable que celui de Pacheco Areco. Quant à Dan Mitrione, que les mêmes Tupamaros ont dû exécuter pour rendre leur détermination crédible, c'était un membre du F.B.I., instructeur détaché auprès de la police uruguayenne, c'est-à-dire un tueur professionnel qui, à ce titre seul, méritait dix fois son exécution. Par ailleurs, les Etats-Unis ont choisi sa mort en ne faisant pas, comme lors des précédents enlèvements, de



pression sur le gouvernement uruguayen pour que celui-ci cède aux conditions des Tupamaros. Tout au contraire, ils l'ont encouragé à la fermeté, et le Monde lui-même a pu écrire : « Les Etats-Unis ont donc pris dans cette affaire la responsabilité de laisser exécuter Dan Mitrione. » Il faudra mettre également à l'actif des Tupamaros cette démonstration qui pourra décourager d'autres samourais de se mettre au service de maîtres aussi ingrats. Enfin, à propos des agressions contre la souveraineté des Etats, le Vatican oublie visiblement que la présence de tueurs américains dans tous les coins du globe constitue des agressions contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et que le droit de légitime défense commande de supprimer ces gens comme la vermine qu'ils sont.

Que l'U.R.S.S. développe le même principe que le Vatican, cela relève probablement moins de la peur de voir ses diplomates enlevés en représailles par des organisations d'extrême-droite, type Main Blanche ou Escadron de la mort, que de la volonté d'amadouer les dictatures sud-américaines avec lesquelles la bureaucratie russe ne cesse de nouer des liens commerciaux, tel l'accord signé ce mois avec la Bolivie. Mais, précisément, un objectif second de la tactique des enlèvements c'est, en cas de refus de l'échange, de pousser les Etats « lésés », par diplomate interposé, à rompre leurs relations diplomatiques avec la dictature qui préfère le maintien de son régime de terreur à ses relations politico-commerciales. Cela serait favorable à la stratégie révolutionnaire dans le monde entier. Mais les bureaucraties russes se moquent de la stratégie révolutionnaire. Pour les saints tartuffes de Rome, notons que les guérilleros donnent aux Etats, par leur action, une haute leçon de morale, les obligent à prendre leurs responsabilités au lieu de fermer les yeux et de refuser l'« assistance à peupole en danger ». Il n'y a pas de neutres ! Le pape et ses papegauts ne le sont pas et ne nous feront pas croire qu'ils le sont.

La tactique des enlèvements n'aura pas seulement permis de sauver des vies, elle contribue à relâcher le moral des combattants révolutionnaires, et aussi à lever les voiles tendus sur la politique répressive des régimes terroristes ; de plus, elle a quelque chance de retenir un peu leur main. N'est-ce pas en rapport avec le mouvement d'enlèvements-libérations qu'il faut voir la soudaine dénonciation, au Brésil, de l'Escadron de la mort, organisation de tueurs de gens de gauche (auquel l'Osservatore romano n'a pas consacré d'éditorial), comme étant constitué pour l'essentiel de membres de la police et agissant sous sa protection, de même que la Main Blanche du Guatemala ?

Enfin les enlèvements ont un caractère encore plus profond ; ils tendent à imposer un nouveau droit, le droit de ceux qui sont hors la loi, un droit qui se fonde sur la responsabilité universelle, le droit révolutionnaire.

M. Lequenne.

(1) Un troisième a été tué en tentant de s'enfuir.

A LA DELEGATION DE LA R.D.V. EN FRANCE A LA DELEGATION DE LA R.D.V. AUX CONVERSATIONS DE PARIS

Chers camarades, A l'occasion du 25^e anniversaire de la République Démocratique du Vietnam, nous vous adressons nos fraternelles félicitations, nous voulons à cette occasion vous renouveler l'expression de la solidarité militante de tous les camarades de notre organisation avec votre combat héroïque contre l'impérialisme américain et ses complices, et pour le socialisme.

Avec nos chaleureuses amitiés.

Au nom du Bureau Politique de la Ligue Communiste, Alain KRIVINE.

27-8-70.

ASSOCIATION MEDICALE FRANCO-VIETNAMIENNE COMMUNIQUE DE PRESSE

L'ASSOCIATION MEDICALE FRANCO-VIETNAMIENNE a reçu la confirmation que l'envoi médico-chirurgical adressé au Service de Santé du G.R.P. de la République du Sud-Vietnam par les Associations Médicales Européennes d'Aide au Vietnam à Phnom-Penh, avait été entièrement pillé sur l'ordre des autorités locales.

Malgré les assurances qu'elle avait reçues à l'Ambassade du Cambodge à Paris, que le matériel médical et chirurgical serait restitué à ses expéditeurs, l'ASSOCIATION MEDICALE FRANCO-VIETNAMIENNE a été également informée qu'il avait été pris en charge et utilisé par les troupes des autorités actuelles. Cet acte de pillage caractérisé doit être dénoncé, quand on sait dans quelles conditions ont été massacrées ou sont encore détenues les populations civiles vietnamiennes auxquelles ces médicaments étaient destinés.

Dans ces conditions, l'ASSOCIATION MEDICALE FRANCO-VIETNAMIENNE s'interroge sur la signification de la lettre d'appui aux autorités actuelles de Phnom-Penh adressée à divers quotidiens parisiens par un groupe d'enseignants de la Faculté de Médecine de Phnom-Penh.

Elle considère que ces personnalités prennent une très lourde responsabilité par leurs déclarations contraires à toutes les informations objectives fournies par les journalistes, les agences de presse et les observateurs indépendants, et se demande si elle doit considérer qu'elles se déclarent solidaires de cet acte de brigandage, contraire à tous les usages internationaux en matière d'assistance sanitaire à des pays en guerre.

L'ASSOCIATION MEDICALE FRANCO-VIETNAMIENNE, constituée sous le patronage des plus grands noms de la Médecine Française, élève, avec les Associations Médicales Européennes d'Aide au Vietnam, une solennelle protestation contre ce pillage. Elle appelle tous les organismes nationaux et internationaux concernés à se joindre à sa protestation.

Elle appelle tous ceux qui ont, jusqu'ici soutenu son activité, à contribuer aux futurs envois qui sont plus que jamais nécessaires, en direction du Vietnam, du Laos et du Cambodge, où elle a d'ores et déjà la possibilité de faire parvenir ces envois. L'ASSOCIATION MEDICALE FRANCO-VIETNAMIENNE vient d'ailleurs d'être informée par le Service de Santé du G.R.P. de la République du Sud-Vietnam, de l'arrivée à bon port de ses plus récentes expéditions.

Grèce : quand les staliniens collaborent avec les colonels



La dictature militaro-capitaliste grecque écrase depuis plus de trois ans la classe ouvrière et les couches laborieuses des villes et des campagnes au profit des monopoles. La répression de type fasciste et l'étranglement systématique de toutes les libertés intellectuelles et politiques par les colonels se poursuivent derrière l'écran de fumée des « libéralisations » successives et truquées. Les impérialismes américain et français rivalisent pour conquérir le marché de l'armement lourd des colonels, soucieux qu'ils sont d'aider ce régime à maintenir sa remarquable « stabilité » en lui fournissant des moyens de répression plus modernes tout en s'assurant des débouchés. C'est dans la logique de l'impérialisme, nul ne songerait à s'en étonner.

DE LA COOPERATION ECONOMIQUE...

Mais les monopoles capitalistes internationaux ne sont pas seuls à se livrer à la course aux investissements en Grèce. Les Etats dits « socialistes », de l'U.R.S.S. à l'Albanie, cherchent à développer, en bonne « coexistence pacifique », l'investissement de leurs capitaux et les échanges commerciaux avec la Junte. Pour la première fois depuis 1966, l'U.R.S.S. participera, en septembre 1970, à la Foire de Salonique. C'est un des aboutissements de l'ouverture à l'Est entreprise par les colonels au début de l'année, et complètement réussie malgré le bref « regel » entraîné par la dernière crise chypriote. Fin janvier, en effet, les ambassadeurs de Grèce en U.R.S.S., en Tchécoslovaquie, Bulgarie, Roumanie et Yougoslavie se réunissaient à Athènes pour définir une politique de développement des relations avec l'Est.

Fin décembre 1969 déjà, deux jours avant la réunion du Conseil de l'Europe consacrée à la Grèce, les colonels organisaient, en grande pompe, la pose de la première pierre de la centrale thermo-électrique installée par les Soviétiques à Keratsini, près d'Athènes. En présence de personnalités soviétiques et de membres de la Junte, l'usine fut bénie par l'évêque de Nicée (l'un des chefs les plus ouvertement fascistes de l'Eglise orthodoxe grecque). Dans son discours, le général Kardamakis, directeur général de la Société nationale d'électricité, annonçait que des travaux similaires étaient confiés aux Soviétiques à Philippou, dans le Nord de la Grèce. Pour l'exploitation d'importants gisements de lignite, les Soviétiques construiront plusieurs centrales d'une puissance de 5 000 000 de Kw, pour la somme de 166 millions de dollars. Les travaux seront financés à 45 % par l'exportation de tabacs en U.R.S.S., et par un prêt soviétique. Mais ce n'était là qu'un premier pas. Depuis, par de persévérants efforts menés systématiquement de part et d'autre, les rapports entre les bureaucrates et les colonels se sont encore notablement améliorés.

Au moment-même où avait lieu, à Salonique, le procès de l'organisation de résistance « Laiki Pali », qui se terminait par quatre condamnations à la prison à vie, après que le président du tribunal militaire ait proclamé : « Les droits de l'homme ne nous intéressent pas », l'U.R.S.S. obtenait le statut de « nation la plus favorisée » à l'égal des Etats-Unis, ce qui assure à ses investissements en Grèce des conditions particulièrement avantageuses. Un accord de deux ans a ainsi été conclu, renouvelable par reconduction tacite.

Mais le Kremlin n'est pas seul en cause. Une représentation commerciale permanente s'installe à Berlin-Est. Les négociations ont été menées au niveau des Chambres de Commerce, ce qui évite de poser le problème tout de même assez gênant des relations diplomatiques. Exquise délicatesse ! Et combien fructueuse : les colonels exportent leur tabac, Ulbricht, son matériel électrique. Un accord récent porte sur trois centrales à haute tension de 400 000 volts, troquées contre 14 000 000 de dollars de tabac.

Quant à l'Albanie, le « phare du socialisme » des maosités, elle se met sur les rangs dans la mesure où la faiblesse de son industrie le lui permet. De longues discussions gréco-albanaises, menées à Paris, ont permis un début de règlement du contentieux. A la mi-mai 1970, après signature le 24 janvier d'un premier accord commercial, une délégation de la Chambre de Commerce albanaise se rendait à Athènes. Les négociations, qui durèrent plusieurs jours portèrent sur les modalités d'application du traité. Du côté « grec », elles furent menées par Tom Papas, affairiste américain d'origine grecque, patron du complexe pétrolier Esso-Papas, suppôt de Nixon et, aime-t-il à dire, « fier d'avoir participé aux activités de la C.I.A. ». On parle maintenant de cessation de l'état de guerre entre les deux pays et du rétablissement des relations diplomatiques. Athènes ne revendiquerait pas l'Epire du Nord, région grecque annexée par l'Albanie.

En menant cette politique de développement des échanges avec la Junte, les bureaucraties des pays dits « socialistes » poignardent dans le dos le peuple grec. Au nom de la politique « léniniste (sic) de coexistence pacifique », on aide les colonels grecs à se renforcer économiquement. Le but économique fondamental des colonels est de régulariser la balance des paiements sans réduire le niveau de consommation de l'oligarchie et de la bureaucratie militaire. En leur permettant de développer les exportations à l'Est (qui avaient décliné de 25 % à 15 % du total des exportations entre 1966 et 1968), cette politique les aide à se maintenir au pouvoir.

Il ne s'agit pas d'une « erreur », d'une analyse idéaliste du bonapartisme des colonels. Les bureaucrates ne sont tout de même pas assez stupides pour espérer que la Junte se détache de l'impérialisme U.S. pour entamer une évolution neutraliste ! Il s'agit d'une politique consciente de collaboration de classe pour la défense des intérêts et privilèges économiques de la bureaucratie stalinienne.

... A LA TRAHISON POLICIERE

Ce qui le prouve, c'est que cette collaboration économique se double, dans les faits, d'un soutien politique à la Junte. Les staliniens ne se contentent pas, après avoir fait éclater le P.C.G., de diffuser une politique de capitulation ; ils n'hésitent pas à livrer à la police de la Junte les militants qui opposent à la collaboration de classes une ligne révolutionnaire.

Tel est le cas de notre camarade Théologos Psaradellis, militant de la section grecque de la IV^e Internationale.

Arrêté en avril 1969 pour vol et recel d'explosifs, cet ouvrier de 27 ans va rejoindre en prison une centaine d'autres trotskystes arrêtés avant lui. Il s'évade en juin 1970, et gagne la Turquie dans une barque. De Turquie, il passe en Bulgarie, où il demande l'asile politique. Non seulement l'asile politique lui est refusé, mais les autorités bulgares le livrent aux tortionnaires de Pattakos et Ladas !

Voilà ce qu'est la « coexistence pacifique » telle que l'entendent les bureaucrates bulgares et tous les satellites fidèles du Kremlin. Voilà comment les bureaucrates conçoivent l'aide à la résistance grecque : quelques larmes de crocodile sur les malheurs du peuple grec les jours de congrès, et une honnête pratique de Judas mendiant ses trente deniers.

Lors de son procès, le camarade Psaradellis a eu une attitude exemplaire. Il a notamment déclaré :

« Je me lève ici en représentant de tous les travailleurs. Je lutte pour tous les exploités et opprimés du monde, je lutte avec eux. Je suis ouvrier. J'appartiens à la IV^e Internationale. Je reconnais tous les faits qui me sont reprochés... »

— Le président : « Pourquoi est-ce qu'on t'a chassé de Bulgarie ? »

— Psaradellis : « Cela ne regarde que moi et la bureaucratie bulgare. »

— Le président : « Tu es un chef ou un simple militant ? »

— Psaradellis : « Je ne répondrai pas. Je dis que seules les juntes et les cliques ont des chefs. »

Quand le père de l'accusé est venu déposer comme témoin à décharge et a déclaré que son fils n'était pas communiste, Psaradellis a violemment protesté, refusant que son père soit considéré comme témoin de la défense et qu'il poursuive sa déposition.

Le camarade Psaradellis a été condamné à treize ans et trois mois de prison ferme en vertu de la loi anticommuniste A.N. 509, datant de la Guerre civile, pour possession d'armes et de dynamite et évasion, mais d'abord pour son action de communiste, de révolutionnaire, de trotskyste.

Autrefois, en 1944-45, la Guepeou grecque avait pu impunément assassiner plus de 400 militants trotskystes et autres opposants de gauche. Aujourd'hui, nous sommes assez forts pour faire entendre notre voix et dénoncer la trahison de la résistance grecque par les bureaucraties staliniennes.

Des exemples comme celui du camarade Psaradellis montreront au peuple grec qu'il ne doit pas attendre son salut des « sauveurs suprêmes » du Kremlin. Sa libération de l'oppression et de l'exploitation n'est possible que par une lutte de classes révolutionnaire résolue, dans laquelle ses alliés ne sont pas les Judas staliniens, à qui leurs peuples assureront sans aucun doute une fin analogue à celle de leur illustre prédécesseur biblique.

Les seuls alliés en qui le peuple grec puisse avoir confiance, ce sont les travailleurs révolutionnaires de tous les pays, ce sont les peuples en lutte contre l'impérialisme.

Serge NIEMETZ.



commander à rouge BP 201 Paris-19°

| | |
|---|---------|
| TROTSKY : Ecrits, tome I | 12,00 F |
| Ecrits, tome II (Où va la France ?) | 8,00 F |
| Histoire de la Révolution russe, les 2 tomes | 18,00 F |
| La révolution trahie | 4,90 F |
| Sur la Deuxième guerre mondiale | 15,00 F |
| Entre l'impérialisme et la révolution | 7,50 F |
| Le Mouvement communiste en France | 57,00 F |
| 1905 | 39,00 F |
| L'Internationale Communiste après Lénine, 2 tomes | 30,00 F |
| P. BROUE : La Révolution et la guerre d'Espagne | 39,00 F |
| Le parti bolchévique | 39,00 F |
| La question chinoise dans l'I.C. | 16,10 F |
| E.H. CARR : La formation de l'U.R.S.S. | 39,00 F |
| A. MARTY : La Révolte de la Mer Noire, les 2 tomes | 25,00 F |
| NEUBERG : L'insurrection armée | 12,00 F |
| John REED : Dix jours qui ébranlèrent le monde | 4,90 F |
| LENINE : Le prolétariat et sa dictature | 7,30 F |
| LENINE-ZINOVIEV : Contre le courant, les 2 tomes | 30,00 F |
| MARX-ENGELS : La guerre civile aux U.S.A. | 4,90 F |
| WEINSTOCK : Le sionisme contre Israël .. | 27,80 F |
| A. LEON : La conception matérialiste de la question juive | 16,20 F |
| Ernest MANDEL : Traité d'Economie Marxiste, les 4 tomes | 19,60 F |
| Initiation à la théorie économique marxiste | 4,00 F |
| La réponse socialiste au défi américain .. | 8,90 F |
| P. FRANK : La quatrième internationale .. | 8,90 F |
| R. LUXEMBURG : La crise de la social-démocratie | 15,00 F |
| SOLJENITSYNE : Le pavillon des cancéreux .. | 5,85 F |
| W. REICH : La révolution sexuelle | 4,90 F |
| SAMIZDAT I : (Textes de l'opposition en U.R.S.S.) | 20,00 F |

COMMANDER « ROUGE » (AOUT)

SPECIAL — TROTSKY

— AFFAIRE TILLON

LIVRES ROUGES

Renaissance du bolchevisme (mémoires d'un bolchevik-léniniste)
 10 F |

DOCUMENTS ROUGES

n° 1 : Contradictions capitalistes et crise monétaire
 2 F |

n° 4 : Le capitalisme français, maillon le plus faible de la chaîne impérialiste ..
 2 F |

n° 5 : Les marxistes révolutionnaires dans l'enseignement
 2,5 F |

Spécial Armée : service national, service du capital
 2 F |

MARX OU CREVE

n° 1 : Marxisme et petite bourgeoisie
 2 F |

n° 2 : Economie et politique dans la pensée de Trotsky
 3 F |

CLASSIQUES ROUGES

n° 1 : La révolution permanente en Russie (Trotsky)
 2 F |

n° 2 : La nature de l'Etat Soviétique (Trotsky) ..
 2 F |

n° 3 : Crosse en l'air ! (textes anti-militaristes)
 2 F |

n° 4 : Classe ouvrière, partis et syndicats (Trotsky)
 2 F |

n° 5 : LE PROGRAMME DE TRANSITION (L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale)
 2 F |

CAHIERS ROUGES

n° 1 : Eléments de théorie économique marxiste
 2 F |

n° 2 : La médecine confisquée
 2 F |

n° 5 : L'intervention en Tchécoslovaquie, pourquoi ?
 2 F |

n° 6-7 : Théorie et système d'organisation (1^{er} Congrès de la Ligue)
 3 F |

n° 8-9 : De l'internationalisme à l'internationale (1^{er} Congrès de la Ligue)
 3 F |

n° 10-11 : Dialectique des secteurs d'intervention (1^{er} Congrès de la Ligue)
 5 F |

spécial : le « complot trotskyste » en Tchécoslovaquie
 2 F |

ATTENTION LES BROCHURES NON ANNONCEES DANS ROUGE SONT EPUISEES.

le plan rogers : liquidation de la résistance palestinienne ?

Le mouvement révolutionnaire arabe est à un tournant historique, tous ses ennemis ayant préparé un plan de liquidation de la résistance palestinienne. La tâche des militants révolutionnaires est de soutenir plus que jamais la résistance palestinienne contre l'impérialisme, le sionisme, les régimes arabes, et les staliniens, qui apparaissent de plus en plus clairement pour ce qu'ils sont depuis plus de 40 ans : les fossoyeurs de la révolution.

Mais pour apporter un tel soutien, il est nécessaire de comprendre les causes d'une situation aussi grave. Ce sont ces causes, internationales et arabes, que nous abordons aujourd'hui. Nous reviendrons, dans un prochain article, sur le soutien à apporter à la résistance palestinienne.

Pendant les trois dernières années, la révolution arabe a franchi un palier du fait de l'émergence de la résistance palestinienne. Aujourd'hui un plan de liquidation est mis en place par tous les ennemis de la résistance. Pour comprendre la situation extrêmement grave qu'a créée le plan Rogers, il est nécessaire d'une part de revenir rapidement sur le passé, d'autre part de situer les différentes forces qui agissent sur la scène internationale.

I. — L'AGRESSION SIONISTE DE JUIN 1967

A cause de la radicalisation des régimes arabes nationalistes révolutionnaires, et de l'apparition des premiers commandos palestiniens, l'Etat sioniste a dû rechercher la guerre, pour stopper la montée révolutionnaire qui touchait la nation arabe, et démoréaliser les masses arabes. Ce poste avancé de l'impérialisme qu'est Israël a pour rôle essentiel d'étouffer dans l'œuf tout processus révolutionnaire au Proche-Orient. Mais l'agression de juin 1967 répondait aussi à des difficultés propres au sionisme : crise économique et idéologique en Israël, baisse de l'aide internationale, échéance de l'indemnisation de guerre versée par la R.F.A., grèves sauvages, etc.

II. — L'EMERGENCE DE LA RESISTANCE PALESTINIENNE

C'était une guerre directement politique, contre-révolutionnaire, engagée par Israël avec l'appui de l'impérialisme et non pas une lutte pour la survie d'un petit pays menacé de toutes parts. Elle a permis de résoudre à court terme certaines difficultés du sionisme : la direction sioniste a reconquis sa base sociale, et a pu résoudre certaines difficultés économiques, mais aujourd'hui elle a des problèmes identiques.

L'impérialisme et le sionisme ont réussi, par l'agression de 1967, à écraser politiquement les régimes arabes petits-bourgeois, à démoréaliser les masses qui avaient encore confiance en Nasser ; mais ils ont surtout permis l'irruption du peuple palestinien, armé d'une conscience nationale dont les différentes composantes du mouvement de libération nationale du peuple palestinien étaient l'expression. La résistance palestinienne a IMMEDIATEMENT ETABLI UN CLIVAGE dès qu'elle a opté pratiquement pour la lutte populaire armée, entre le mouvement révolutionnaire arabe et les régimes petits-bourgeois désorientés.

Malgré la diversité des organisations, et la faiblesse politique de la direction, ce clivage a pu être engendré du fait de la dynamique propre de l'impact de la résistance palestinienne.

III. — L'IMPACT DE LA RESISTANCE PALESTINIENNE

Tous les mouvements petits-bourgeois antérieurs ont été effacés par la résistance, pendant ces trois années. Nasser n'est plus apparu comme le leader du monde arabe. Dès 1967, la partie se jouait autour de la résistance palestinienne et de son devenir. Cette période — de la guerre de juin 1967 à la mise en route du plan Rogers — a été marquée, comme nous l'avons déjà dit, par la pratique de lutte populaire armée et par une prise de conscience sans précédent des masses arabes. Mais elle a aussi permis — et ce n'est pas une de ses moindres conséquences — la consolidation d'une avant-garde marxiste arabe. Quelles que soient ses faiblesses, elle est née aujourd'hui, s'est structurée en groupes révolutionnaires dans plusieurs pays arabes. Le succès de la révolution socialiste arabe dépend de sa capacité à construire le parti révolutionnaire dont ont besoin les masses arabes pour se libérer de l'impérialisme, du sionisme et de tous les régimes arabes en place.

A ces deux conséquences de l'émergence de la résistance palestinienne — mobilisation des masses, apparition d'une avant-garde arabe — s'ajoute la politisation de la nouvelle extrême-gauche révolutionnaire qui a donné un ton nouveau au soutien aux luttes anti-impérialistes (notamment dans les métropoles impérialistes), et en particulier à la lutte palestinienne. A un moment où les staliniens soutiennent Nasser au lieu de la résistance, la nouvelle génération révolutionnaire a renoué avec les principes et la pratique internationaliste des bolcheviks.

IV. — LA POSITION DE L'IMPERIALISME

L'impérialisme américain, profondément secoué par les coups portés par le peuple vietnamien, par la naissance d'autres foyers révolutionnaires de par le monde, devait

trouver d'urgence une solution pour cette plaque tournante qu'est le Proche-Orient. Il a encouragé Israël en juin 1967, afin d'enrayer le développement du mouvement révolutionnaire arabe. Mais très vite ses stratèges se sont rendus compte que devant le bouleversement de la situation, ils devaient chercher une solution garantissant le statu quo.

L'heure n'est plus à l'occupation colonialiste de nouveaux territoires par Israël, mais à la bonne entente entre les régimes arabes et Israël. L'ennemi n'est plus le nasserisme ou le Baath, mais la résistance palestinienne, fer de lance de la révolution socialiste arabe. Pour faire admettre sa position, l'impérialisme américain a dû faire pression sur le gouvernement sioniste, au sein duquel les « faucons » ont été très puissants jusqu'à présent.

V. — LES CONTRADICTIONS INHERENTES AU SIONISME

Le mouvement sioniste avait pour but de trouver une solution à la question juive en créant un îlot de paix et de prospérité pour tous les juifs de la Diaspora. Aujourd'hui il est clair qu'Israël n'est pas cet îlot de paix ; bien au contraire, l'état de guerre permanent a des conséquences multiples sur la vie des Israéliens qui les acceptent de moins en moins (impôt, trois ans de service militaire, insécurité...). Tout cela a provoqué une crise, qui s'est traduite en particulier par l'opposition parfois violente, d'une partie de la population à la politique belliqueuse du gouvernement israélien (cf. l'affaire Goldmann). Devant cette pression, Golda Meir devait rechercher une solution au conflit, par un règlement avec les régimes arabes.

Mais l'acceptation du plan Rogers par les sionistes n'est pas due uniquement à cette crise, ni essentiellement. Il y a eu surtout une pression de l'impérialisme, qui a fait comprendre aux sionistes que le problème le plus urgent est l'arrêt du processus révolutionnaire engagé au Proche-Orient, la liquidation de la résistance palestinienne, par un plan « pacifique ». Pour cela il fallait que les sionistes acceptent ce plan, car leur attitude ultra-provocatrice renforçait la résistance, et de ce fait aggravait la situation.

VI. — LA POSITION DE LA BUREAUCRATIE STALINIENNE

Elle s'est portée au secours du contre-révolutionnaire Nasser, fidèle en cela à la « stratégie » stalinienne de la révolution par étapes, et à la coexistence pacifique, par l'envoi de spécialistes, de cadres techniques, d'armes, d'avions avec leurs pilotes... Devant la montée révolutionnaire, la bureaucratie stalinienne multiplie ses efforts de paix. Au Moyen-Orient, elle marche main dans la main avec le sionisme et l'impérialisme pour exécuter un plan de liquidation de la révolution. Sa véritable nature apparaît clairement, y compris aux révolutionnaires qu'elle a longtemps trompés, et qui auraient préféré, comme nous, que les avions et les armes soient envoyés au Vietnam et à la résistance palestinienne plutôt qu'aux régimes arabes ! (voir à ce propos la polémique récente et fort intéressante, entre la « Pravda » et le journal « Fath », relatée par « El Moudjahid »).

VII. — LA POLITIQUE DE NASSER

Nasser a joué sa carte dès l'acceptation officielle de la résolution de l'O.N.U. du 22 novembre 1967, et depuis, toute sa politique (étrangère et arabe) a été composée de marchandages avec les impérialistes, faits dans le dos de la résistance palestinienne, pour stopper le nouvel essor de la révolution arabe et reprendre le leadership au niveau de l'ensemble du monde arabe. Le 1^{er} mai 1970, il avait clairement exprimé sa volonté de trouver une solution pacifique au conflit et par là de redevenir le chef d'orchestre du monde arabe, c'est-à-dire, cette fois-ci, des forces contre-révolutionnaires arabes.

Pour retrouver cette place de leader, Nasser a renforcé ses forces militaires grâce à l'aide que l'U.R.S.S. lui a apportée. Il a pu, encore avec l'appui des staliniens, définir une stratégie qui lui permettait de neutraliser le baasisme (qu'il soit syrien ou irakien), surtout à partir du moment où deux coups d'Etat militaires se sont produits, l'un en Lybie, l'autre au Soudan. Ainsi il a pu mettre en place la « stratégie du front oriental » pour neutraliser la Syrie et l'Irak.

Mais ces luttes d'influence entre régimes arabes ont été placées au second plan par rapport à la lutte de tous ces régimes contre la résistance. Leurs intentions les plus claires ont été exprimées, en particulier par l'apprenti nassérien Khadafi, lors de ses tournées au Moyen-Orient. Nasser, ne pouvant faire des déclarations aussi intempestives, a chargé le nouveau dirigeant libyen d'expliquer « que la gauche est vendue à l'Est, la droite à l'Ouest ; qu'il n'y a plus de place chez nous pour la droite et pour la gauche (sic !) », et par ailleurs que « le mot d'ordre de guerre populaire ne signifie rien et que seules les armées régulières arabes pouvaient rétablir l'honneur de la nation arabe (re-sic !) ». Pour notre part, nous préférons la guerre populaire et l'unité révolutionnaire arabe !

Pour que Nasser arrive à réaliser ses vœux pacifiques, il lui fallait compter sur la neutralité des Palestiniens, ce qui est impossible étant donné l'existence d'une gauche radicalisée en leur sein qui maintient un certain niveau de conscience politique et a démontré ses capacités lors de luttes intenses (en particulier février et juin 1970), et d'autre part le niveau de mobilisation des masses arabes dans leur soutien à la résistance palestinienne. Aussi s'est-il appliqué dès l'annonce du plan Rogers à faire une distinction

trompeuse entre ce plan Rogers et la résolution du 22 novembre 1967, soi-disant entre la tactique et la stratégie. En fait, il a fait une concession supplémentaire en n'exigeant pas le retrait inconditionnel des territoires occupés en 1967. L'échec ou le succès de la politique de Nasser dépend en grande partie de la résistance palestinienne.

VII. — LES LIMITES DE LA RESISTANCE PALESTINIENNE

Nous avons souvent souligné dans ces colonnes la faiblesse politique de la direction de la lutte palestinienne. Cette faiblesse apparaît au grand jour — malheureusement — étant donné la grave situation que vit l'ensemble du mouvement révolutionnaire arabe, dont la résistance palestinienne assumait en tant que telle la responsabilité historique. Elle devait déjouer de très bonne heure ces tentatives réactionnaires pour au moins sauvegarder les acquis révolutionnaires obtenus par la lutte pendant cette dernière période. Trois années durant, la résistance a eu de multiples occasions de mobiliser les masses arabes dans une lutte de classes menée contre les régimes en place.

Face aux menaces directes qui pèsent sur elle, elle n'a d'autre choix que la mobilisation des masses jordano-palestiniennes pour asseoir leur position, et l'élaboration d'une tactique par rapport aux régimes syrien, irakien et algérien, tout en n'oubliant pas que ceux-ci sont responsables de la débâcle de juin 1967, remplissent leurs bagnes de militants révolutionnaires et mènent en matière sociale et économique une politique dont les masses font les frais.

IX. — LA SYRIE, L'ALGERIE, L'IRAK

Le refus du plan Rogers par ces trois pays, part de considérations tout à fait différentes de celles de la résistance palestinienne. La Syrie a refusé la résolution du 22 novembre et le plan Roger sous la pression des masses syriennes qui restent vigilantes, malgré la répression. Pour l'Algérie, le refus répond à la nécessité de redorer son blason anti-impérialiste et surtout de trouver un dérivatif aux problèmes des masses algériennes.

Quant à l'Irak, il a un vieux compte à régler avec le nasserisme, puisque les nassériens avaient participé aux côtés des staliniens et des petits-bourgeois (sous Kassem) à réprimer les baasistes qui sont actuellement au pouvoir. L'acceptation par l'Égypte du plan Rogers a offert au régime baasiste irakien l'occasion d'attaquer Nasser, et, au-delà de ces attaques, d'apparaître comme un courant politique plus radical en ce qui concerne la question palestinienne. En fait, l'idéologie baasiste est fondée sur la reconstitution de la « personnalité » arabe par la voie nationale chauvine, et elle n'est pas très différente du nasserisme quant aux options et aux perspectives politiques qu'elle offre aux masses arabes.

Cette défection dans le camp petit-bourgeois a provoqué une grande consternation dans la presse stalinienne. On se demande bien pourquoi, puisque théoriquement l'U.R.S.S. devrait refuser la résolution de l'O.N.U. et le plan Rogers. Par ailleurs, sur la répression qui s'abat aujourd'hui sur les communistes irakiens, l'U.R.S.S. ne dit rien (entre juin et août 1970, il y a eu 500 communistes arrêtés en Irak, appartenant soit au P.C. pro-Moscou, soit au P.C. de gauche). De même, des militants palestiniens ont été refoulés du territoire. Là encore, la presse stalinienne ne dit rien. Elle préfère rappeler à qui veut l'entendre que l'attitude de l'Irak est étonnante, puisqu'elle ne contribue pas à la lutte anti-impérialiste !!!

X. — LES PERSPECTIVES IMMEDIATES

Les conséquences du plan de liquidation seront très graves, non seulement pour la résistance palestinienne, mais aussi pour l'ensemble du mouvement révolutionnaire arabe, puisque la petite-bourgeoisie montre de plus en plus insolentement sa détermination de liquider ce mouvement des masses arabes, et leurs avant-gardes. Le rapport de forces au niveau de l'ensemble de la région, est désormais en faveur de la contre-révolution arabe, non pas parce que Nasser a redoré son blason, mais parce qu'il est aidé par l'impérialisme, les staliniens et le sionisme.

Le rapport de forces a changé au niveau de l'initiative politique, ce qui est très grave. Malgré cela, aussi curieux que cela puisse paraître, en Jordanie le rapport de forces est plus favorable à la résistance palestinienne. Tout dépend alors de la riposte révolutionnaire des masses jordano-palestiniennes, que la résistance pourrait mobiliser (nous reviendrons sur ce point dans un prochain article).

XI. — NOTRE SOUTIEN

Comme par le passé et plus que jamais nous devons développer notre solidarité envers l'ensemble du mouvement révolutionnaire anti-impérialiste ; la tâche de tous les révolutionnaires de par le monde est d'organiser des campagnes de propagande et d'agitation sur les dangers que fait peser sur la révolution socialiste arabe le plan Rogers, d'exiger de toutes les forces qui se réclament du socialisme la création d'un front anti-impérialiste qui regroupe tous les révolutionnaires en lutte, sans exclusive, pour mettre en échec l'offensive de l'impérialisme. Nous reviendrons sur ce soutien dans notre prochain article.

A. YOLDACHS
Yann FREDER



conférence d'ouvriers révolutionnaires d'Europe occidentale

Une conférence d'ouvriers révolutionnaires de l'industrie de l'automobile et de la sidérurgie a eu lieu le dernier week-end de juillet en Belgique. La conférence a été organisée par la Ligue Communiste de France et par la Jeune Garde Socialiste de Belgique. Y ont participé des délégations ouvrières de France, de Belgique, d'Italie, d'Allemagne et du Danemark.

Les travaux ont été ouverts par une adresse de salut d'un dirigeant de la Jeune Garde de Liège, qui a présidé la conférence. Dans la séance plénière qui a suivi, les délégués ont écouté des rapports sur la situation et les luttes de la dernière période d'une série de grandes entreprises européennes. Ensuite deux commissions ont siégé : l'une a discuté les problèmes spécifiques de la sidérurgie, l'autre les problèmes de l'industrie de l'automobile. Une séance plénière finale a été consacrée aux rapports des commissions et aux conclusions politiques.

Un délégué ouvrier de Cockerill-Ougrée, membre du Parti Wallon des Travailleurs, a fait le premier exposé sur les conditions de travail dans son entreprise et sur les conquêtes que les ouvriers ont réussi à arracher, en imposant un contrôle sur les effectifs, sur les cadences, sur les coulées (dans le secteur de l'aciérie Thomas). Même en ce qui concerne les pauses, des conditions sensiblement meilleures que celles qui existent normalement dans les entreprises ont été arrachées grâce à la combativité ouvrière. Quant aux perspectives, le patronat envisage de nouveaux investissements qui impliquent une « rationalisation » accrue et des tentatives de réduction de la main-d'œuvre employée. Sur ce terrain des luttes dures devront être préparées.

LA SITUATION DANS LA SIDERURGIE

Un militant ouvrier de Tarente, membre des Groupes Communistes Révolutionnaires, section italienne de la IV^e Internationale, a centré son rapport sur les luttes qui se sont déroulées au cours des derniers mois dans l'entreprise sidérurgique Italsider. Au-delà des grèves pour les conventions collectives des métallos, les ouvriers de Tarente et d'autres centres de l'Italsider qui existent dans d'autres villes d'Italie ont lutté contre la structure actuelle des salaires très différenciée et basée sur la **job évaluation** (étude des postes) et pour une réduction substantielle des heures de travail. Les ouvriers d'avant-garde revendiquent maintenant la semaine de 36 heures. Il existe à Tarente un secrétariat des délégués ouvriers, mais l'expérience des délégués a été jusqu'ici assez hybride, même si la pression d'en bas a été très forte et a permis à l'avant-garde révolutionnaire de jouer un rôle important aussi bien dans les syndicats que dans des initiatives autonomes.

Un ouvrier membre de la Ligue Communiste a ensuite parlé sur la situation chez Sideler en Lorraine. Dans ce secteur la concentration a été accélérée et la classe ouvrière en a payé lourdement le prix sur le terrain de l'emploi : trois mille travailleurs ont été licenciés. Quant à la structure du salaire, les différenciations sont très poussées et il existe à peu près une cinquantaine de catégories. La C.G.T. mise surtout, à cette étape, sur l'adoption d'un statut des ouvriers de la sidérurgie. L'avant-garde fait campagne pour l'échelle mobile des salaires, pour un salaire minimum de 1.000 NF par mois, pour une réduction de l'éventail des rétributions, pour la mensualisation, pour l'élimination des différences entre ouvriers et employés, pour l'inclusion de tous les éléments du salaire dans le salaire de base, pour des augmentations égales pour tous, pour les 40 heures dès maintenant, et contre tout licenciement sans garantie de reclassement.

Un ouvrier de Mannheim, militant du G.I.M., section allemande de la IV^e Internationale, est intervenu sur la situation de son entreprise, Daimler-Benz, où existent des conditions aussi bien objectives que subjectives relativement plus favorables que dans la moyenne des entreprises allemandes. Notamment, dans le conseil d'entreprise il y a une participation importante de militants sous l'influence du P.C. et trois ouvriers trotskystes. Les révolutionnaires de Daimler-Benz intègrent leurs perspectives dans celles de la classe ouvrière dans son ensemble et ils insistent notamment sur les 5 points précisés dans un numéro spécial de *Was tun* pour le premier mai, à savoir : 1) les syndicats ne doivent plus participer à la « konzertierte Aktion » avec le patronat ; 2) toutes les conventions doivent être soumises à l'approbation des ouvriers dans les entreprises ; 3) échelle mobile des salaires ; 4) augmentations égales pour tous ; 5) contrôle des syndicats sur la formation professionnelle et un poids plus grand des jeunes dans les syndicats.

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

La situation dans l'industrie automobile a été l'objet aussi d'un rapport d'un militant de la Ligue Communiste de chez Renault et d'un ouvrier de chez Fiat, membre de la section italienne de la IV^e Internationale.



L'avant-garde ouvrière à l'assaut des trusts

Le rapport sur Renault, après avoir donné une description détaillée des différents secteurs de la Régie, a mis en relief la différenciation de salaire existante et a indiqué qu'en 1968 le taux de la plus-value avait été de 63 %, tandis qu'en 1969 il a augmenté jusqu'à 66 %. Le taux du profit est resté le même (il a baissé de 21 à 19 % par rapport à 1968). Le rapport a insisté aussi sur les rapports syndicaux et politiques au sein de l'entreprise : Billancourt, le centre de loin le plus important, reste un rempart de la C.G.T. et du P.C.F., mais les révolutionnaires ont pu marquer des points importants, en intervenant avec leur presse et leurs tracts sur le terrain aussi bien des luttes syndicales que des campagnes politiques nationales menées par la Ligue Communiste. En ce qui concerne l'intervention syndicale elle se développe notamment sur la revendication de la suppression des études de postes et des augmentations égales pour tous (la C.G.T. reste en faveur d'augmentations hiérarchisées).

Le rapport du militant de chez Fiat a été centré sur l'analyse des luttes presque ininterrompues qui ont eu lieu dans l'entreprise pendant les derniers seize mois. Le patronat n'a pas réussi jusqu'ici à rétablir des conditions « normales » et en particulier ses tentatives d'augmenter les cadences (soit directement, soit par le truchement d'une augmentation des effectifs à la chaîne) ont fait faillite. Le rapporteur a souligné l'importance de l'expérience des délégués et du conseil des délégués, malgré les efforts des bureaucrates syndicaux de freiner la combativité des ouvriers et de vider le conseil de son contenu. Dans les dernières semaines, le conseil a connu une crise, mais un nombre important de délégués est disposé à continuer la bataille antibureaucratique.

Dans la séance plénière les rapports des commissions ont été faits par un militant de Bari pour la sidérurgie et par un militant parisien pour l'industrie de l'automobile. La conclusion pratique a été la décision d'établir des contacts permanents au niveau européen : des camarades belges sont chargés de la coordination pour la sidérurgie et des camarades français pour l'automobile.

Un camarade délégué de Cockerill-Ougrée, après quelques remarques sur le résultat des échanges d'expériences, a souligné que, au-delà de toutes les luttes revendicatives, le problème était, en dernière analyse, celui de lutter pour le renversement du régime capitaliste. La lutte pour le contrôle ouvrier doit ouvrir le chemin à la lutte pour le pouvoir.

Dans son intervention de clôture, Livio Maitan, membre du Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale, a rappelé que la croissance aussi bien du secteur de l'automobile que de celui de la sidérurgie avait contribué puissamment au boom prolongé que l'Europe occidentale a connu dans l'après-guerre. Mais il est clair désormais que — comme l'indiquent des données statistiques éloquentes — nous sommes désormais dans une phase de dynamique décroissante. Tout le monde sait que l'industrie de l'automobile marche rapidement vers une saturation du marché et la sidérurgie connaît déjà une production excédentaire. La conséquence en sera une concurrence internationale de plus en plus dure qui, à son tour ne pourra que stimuler davantage les processus de concentration et de rationalisation avec les implications bien connues sur le terrain de la main-d'œuvre. D'où la nécessité pour la classe ouvrière de se préparer à des luttes très dures et très importantes.

L'action que le patronat et ses gouvernements vont entreprendre ne saura, en tout cas, éliminer une série de contradictions explosives. Premièrement, la tendance fondamentale est incontestablement celle vers les concentrations économiques supranationales et vers la formation de marchés de plus en plus larges. Mais cela n'exclut absolument pas des replis vers des pratiques protectionnistes dès qu'un

pays serait menacé d'une crise grave notamment dans un secteur-clé. (Il va sans le dire qu'aucune mesure protectionniste ne saurait être plus qu'un palliatif). Deuxièmement, la tendance vers la « libre circulation » de la main-d'œuvre est déjà contrecarrée, au moins partiellement, par la tendance à faire retomber sur les travailleurs étrangers les conséquences des récessions et des crises. Pour certains pays, en particulier, une rentrée des émigrés aurait des répercussions économiques, sociales et politiques d'une gravité extrême.

Plus généralement, d'ailleurs, si l'augmentation du chômage peut être considérée comme un soupape de sûreté par la classe dominante, un chômage très large à l'échelle européenne provoquerait inévitablement des réactions très violentes de la part de la classe ouvrière. Justement parce que la classe ouvrière de l'après-guerre a atteint un certain niveau de vie, n'a pas connu de chômage massif et lutte dans un contexte qui a radicalement changé après 1968, elle n'est pas prête à accepter passivement une rechute dans les conditions qu'ont connues certains pays capitalistes dans les périodes les plus sombres des années 30. De la même manière, il est difficile de croire que surtout les nouvelles générations ouvrières acceptent de bon gré les tentatives de surexploitation et de « rationalisation » supplémentaires auxquelles la concurrence internationale va acculer le patronat.

Notre conférence a montré que la condition ouvrière est encore assez différenciée sous plusieurs angles dans les différents pays européens. Toutefois, si, au-delà de toutes les particularités, on considère les rétributions sur la base du travail effectif le décalage apparaît moins grand et il a tendance à diminuer. D'ailleurs, dans un marché « ouvert » tel que le marché européen, il est impossible que se cristallisent d'une façon durable des prix de revient de la main-d'œuvre sensiblement différents : la concurrence internationale tend à l'empêcher.

Mais ce qui est encore plus important c'est de souligner que la classe ouvrière a intérêt à tendre vers une homogénéisation de plus en plus grande. Ce qui signifie qu'elle doit envisager de plus en plus la nécessité d'établir un front supranational, seul en mesure de contrecarrer les manœuvres et les chantages des trusts et des cartels. Dans ce sens nous devons faire campagne pour des congrès européens avec la participation des organisations syndicales nationales non pas pour faire simplement de la propagande, mais pour organiser des luttes communes sur une plateforme commune. Des délégués directement élus par les ouvriers dans les principales entreprises devraient aussi être présents.

En ce qui concerne les axes centraux de l'intervention des révolutionnaires sur le terrain revendicatif, ils découlent clairement des rapports :

- a) simplification des salaires, élimination des différenciations qui ont comme conséquence une fragmentation de la classe ouvrière, augmentations égales pour tous ;
- b) contre la rationalisation et les cadences infernales, réduction de la semaine de travail sans réduction de salaire, augmentation des pauses pendant le travail, refus de la pratique généralisée des heures de travail supplémentaires (lutter pour ces revendications signifie lutter en même temps contre les réductions de l'emploi) ;
- c) échelle mobile des salaires par un système qui rend possible un réajustement rapide et intégral (une collaboration est nécessaire de la part des ouvriers et des employés des instituts de statistique).

Il est clair pour nous, comme le délégué de Cockerill-Ougrée l'a rappelé à juste titre, que toutes ces revendications doivent être liées à une campagne pour le contrôle ouvrier dont la logique est de stimuler une situation de dualité de pouvoir. Ce contrôle devra s'exercer essentiellement sur l'embauche et sur les licenciements (en impliquant un droit de veto), sur les conditions de travail (cadences, effectifs, etc.), et sur les investissements (ouverture des livres de comptes).

Nous sommes entrés dans une étape où existent les conditions objectives pour atteindre des résultats concrets sur ce terrain et les rapports entendus par la conférence indiquent que des expériences significatives ont été faites dans plusieurs pays. Le problème majeur reste, toutefois, celui des instruments dont la classe ouvrière a besoin pour cette lutte.

Nous devons lutter pour un renouveau profond du mouvement syndical, en repoussant toutes les conceptions ultra-gauches qui circulent aujourd'hui. En même temps nous devons être les partisans les plus chaleureux des organismes nouveaux tels que les conseils de délégués, organismes embryonnaires de type soviétique, qui sont destinés à surgir partout où il y aura une montée puissante de la classe ouvrière et une situation révolutionnaire ou pré-révolutionnaire. Tout cela ne devra nous faire perdre de vue à aucun moment l'importance capitale de l'avant-garde politique, du parti, qu'on ne peut concevoir à notre époque que sur une échelle européenne et mondiale.

Je désire
m'abonner
à
rouge

6 mois

1 an

Abonnement

pli ouvert 25 F
pli fermé 40 F
avion 50 F

pli ouvert 50 F
pli fermé 80 F
avion 100 F

de soutien
à partir de 100 F

(Ecrire en capitales S.V.P.)

NOM :
PRENOM :
ADRESSE :
.....
.....

(Règlement joint à la Boîte Postale 201, Paris 19 - Rouge -)